

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE



COMMISSION SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE
ET DE LA RECHERCHE
(OUA/CSTR)

**RAPPORT D'ACTIVITE
DE L'OUA/CSTR
1984-85**

PUBLIE PAR LE BUREAU REGIONAL DE L'OUA/CSTR

PMB 2359, LAGOS, NIGERIA

Rapports des Bureaux de l'OUA à Lagos, Nairobi, Yaoundé,
Bangui, Guinée-Conakry et Ouagadougou (Burkina Faso).

Zones écologiques d'Afrique au sud du Sahara

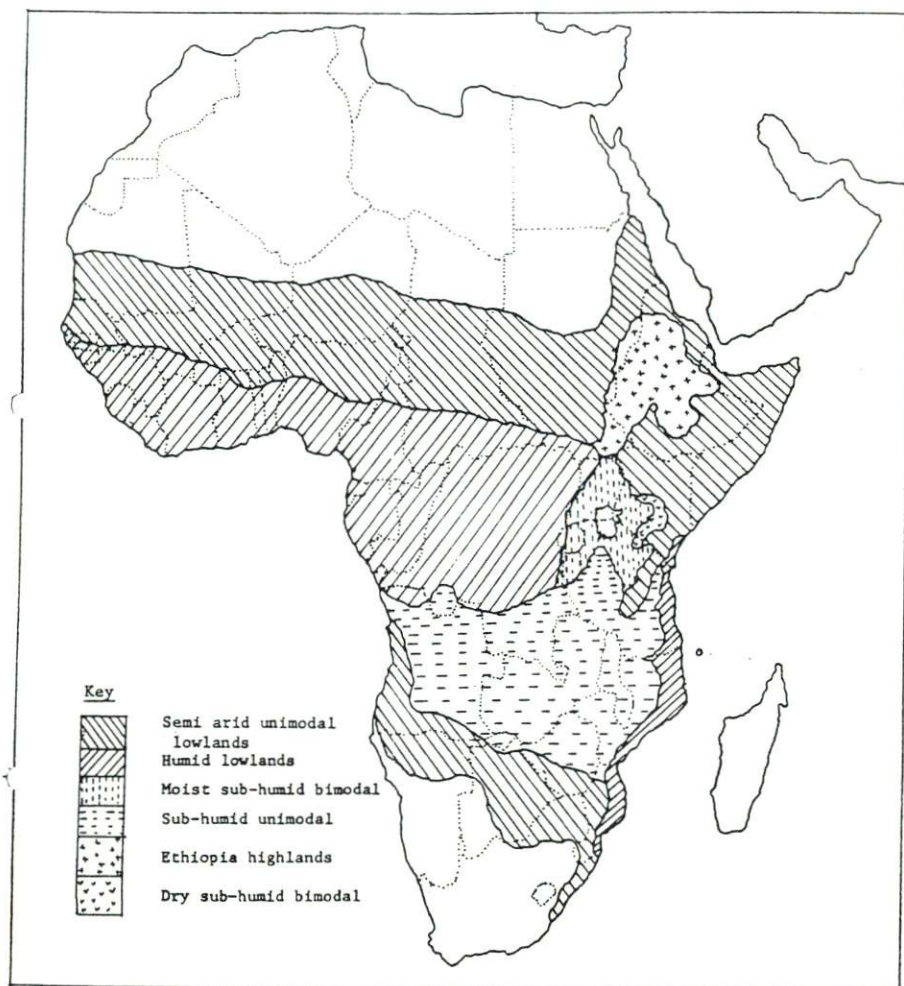


Table des Matières

Avant-Propos	1
Personnel du Bureau Régional et des Bureaux Sub-Régionaux de l'OUA	6
Remerciements	8
Acronymes et abréviations	9
Activités du Bureau de la CSTR (Lagos)	12
Informations générales	12
Centre Africain de Développement des Engrais	13
Programme de Formation à la Gestion Agricole pour l'Afrique (AMTA)	14
Programme de Formation à la Gestion Agricole pour Directeurs Africains de la Recherche	17
Organigramma des cadres	18
Première Pharmacopée Africaine	19
Symposium sur les Cancers Associés aux Virus en Afrique	20
Projet Pan-Africain de Lutte Biologique contre les Ennemis du Manioc	22
Plantes Médicinales et Médecine Traditionnelle	31
Publications	32
Activités de l'IAPSC — Yaoundé	33
Cartes de Répartition des Principaux organismes nuisibles aux végétaux	33
Formation Phytosanitaire	33
Projet de Quarantaine des Plantes	36
Réseaux de Laboratoire d'essai de la santé des semences	36
Pesticides en Agriculture et Sylviculture en Afrique	37
Publications	37

Activités de l'IBAR — Nairobi	38
Campagne Pan-Africaine pour l'Eradication de la Peste Bovine	38
Epidémiologie des Maladies Animales	39
Publications	39
Activités du B.I.S.	46
Etablissement d'un Centre de Science des Sols	46
Publications	46
Activités du Bureau de Coordination de l'OUA en Guinée — Conakry	47
Activités du Bureau de Coordination à Ouagadougou en collaboration avec le Bureau OUA/CSTR de Lagos	49
Publications	53
Liste des Donateurs	54
Photographies	57
Visiteurs au Secrétariat Exécutif de l'OUA/CSTR à Lagos	65

Avant-Propos

La Commission scientifique, technique et de la Recherche (CSTR) de l'Organisation de l'Unité africaine est l'hôte à Lagos du gouvernement de la République Fédérale du Nigéria depuis plus de 21 ans.

Bien que cette commission ait succédé à la CCTA (Commission de Coopération Technique en Afrique au Sud du Sahara), pendant l'ère coloniale, jusqu'ici, elle ne s'est pas efforcée de faire connaître ses activités, se contentant de soumettre un compte-rendu au secrétariat de l'OUA à Addis-Abéba. Cela est démontré par plusieurs demandes de renseignements reçues par le bureau de Lagos, ainsi que par les nombreuses questions adressées au Secrétaire exécutif et à ses collaborateurs, au sujet des fonctions et des activités de cette commission. En fait, l'existence de cette Commission n'est pas très connue, bien qu'elle ait été responsable de plusieurs activités scientifiques et de différentes recherches de l'OUA.

Lors de la publication du Plan de Lagos et de l'Action Finale de Lagos en 1980, les aspirations des chefs d'état et de gouvernement ont été annoncées à l'Afrique en particulier et à la Communauté internationale en général. Cette commission, qui a son siège à Lagos, est chargée de diriger 3 bureaux sub-régionaux, situés à Nairobi (Kenya), à Bangui (République Centrafricaine) et à Yaoundé (République du Cameroun). Outre ces 3 bureaux sub-régionaux, elle est également responsable d'un bureau de coordination de l'OUA à Conakry (Guinée) et d'un autre bureau de coordination à Ouagadougou (Burkina Faso).

La Commission scientifique, technique et de la recherche (CSTR) qui est placée sous la direction du secrétaire général adjoint de l'ESCAS (Département de l'Education, de la Science, des Affaires Culturelles et Sociales) de l'OUA à Lagos, fait rapport au Secrétaire général par le truchement de la direction de la Division (ESCAS) au secrétariat général de l'OUA. Les activités

de la CSTR à Lagos sont en grande partie déclenchées par les Scientifiques africains et approuvées à des réunions du conseil des ministres et à la réunion au sommet des chefs d'état et du gouvernement des états membres. De telles activités reflètent la philosophie ainsi incarnée dans le plan d'action de Lagos et dans l'acte final de Lagos. Ce rapport montrera que le bureau de Nairobi est chargé de la santé et de la production animales; le bureau de Yaoundé, de la défense des cultures et d'autres activités phytosanitaires en Afrique, tandis que le bureau de Bangui est responsable de la recherche sur les sols africains et dispose également d'un centre de documentation sur les activités relatives à la science des sols. Le bureau de coordination de Ouagadougou, qui a été largement financé par l'USAID, se préoccupe surtout de la recherche sur la production de variétés améliorées de céréales et de légumineuses; récemment, avec l'aide du FIDA, il a établi la Recherche sur les systèmes d'exploitation, au moyen de l'aide de scientifiques africains des pays membres de l'OUA. En outre, les responsables de la production accélérée de cultures jouent également un rôle clé dans les états membres en transmettant les technologies récemment mises au point dans les centres internationaux de recherche agricole aux systèmes agricoles nationaux. L'office de coordination de Conakry (Guinée) qui ne date que d'un an, est financé par l'OUA, le PNUD et l'UNSO et travaille, en collaboration avec le PNUD, la FAO et l'UNESCO, pour la régénération des terrains d'altitude du Fouta-Djalon. Ce projet vital met surtout en jeu 3 pays: Sénégal, Sierra-Leone et Guinée et ses objectifs comportent des études intégrées des ressources naturelles et humaines pour établir une planification de la stratégie de protection et de développement de la région du Fouta-Djalon.

Les bureaux régionaux et sub-régionaux de la CSTR produisent des publications scientifiques et des bulletins d'informations qui sont énumérés et illustrés dans ce rapport (cf. p. 34-35). Ils jouent également un rôle dans les projets régionaux dont l'importance économique est considérable pour les états membres. Des exemples de tels projets sont fournis dans ce rapport, sous le titre des différents bureaux. Les bureaux OUA/CSTR sont chargés d'assister à des réunions scientifiques approuvées de scientifiques africains dans différents domaines, ou de les convoquer. Les recom-

mandations de ces réunions de groupes d'experts sont communiquées au conseil des ministres en vue d'examen et d'application. Les efforts sont effectués en consultation et en coopération avec l'EDECO (Département du Développement et de la Coopération Economiques) à Addis-Abéba et avec d'autres institutions spécialisées du réseau des Nations Unies, à savoir: OMS, FAO, ONUDI, CEA, PNUD, PNUE, IARC etc.

Au cours des 3 dernières années, plusieurs donateurs se sont intéressés aux activités de l'OUA/CSTR et de ses bureaux sub-régionaux, ou ont indiqué leur intention de le faire. Certaines des activités qui ont suscité l'intérêt des donateurs et d'institutions comprennent la Campagne Pan-Africaine contre la peste bovine (PARC), le Contrôle Biologique Pan-Africain des Ravageurs du Manioc (BCP), la Formation de Gestion Agricole en Afrique (AMTA) et le Centre africain de Développement des Engrais (CADE), ainsi que la formation d'Africains dans plusieurs domaines scientifiques, pour n'en mentionner que quelques-uns. Les donateurs qui ont appuyé divers projets sont mentionnés ou énumérés dans ce rapport (cf. p. 54).

L'OUA a formé plusieurs Africains dans le domaine de la médecine traditionnelle, particulièrement en ce qui concerne la pharmacognosie. C'est toutefois dans le domaine de l'agriculture que le plus grand nombre de stagiaires ont été formés, par le truchement du projet conjoint PC 31 SAFGRAD, appuyé par l'USAID. Plusieurs autres projets, qui rentrent dans le cadre du plan d'action du Lagos, ont besoin d'un appui financier de l'organisation et de la communauté internationales des donateurs. Certains d'entre eux ont été envisagés à cet égard par le comité technique pour le développement coopératif en Afrique (CDA) groupe composé de représentants des pays suivants: Belgique, Canada, France, République Fédérale d'Allemagne, Italie, Royaume-Uni et Etats-Unis d'Amérique.

L'appui et la collaboration récemment établie entre l'OUA/CSTR, le FIDA, la BAD et l'EDI de la Banque Mondiale, ainsi que la récente désignation de la Banque Africaine de développement (BAD) comme agent d'exécution du programme AMTA, financé par le FIDA, dans le domaine de la gestion agricole, montrent une tendance heureuse qui devrait s'élargir pour couvrir

d'autres domaines encore. La collaboration qui existe entre tous les bureaux de l'OUA/CSTR et les centres internationaux de recherche agricole, à savoir: IITA, ICRISAT, CIPI/ICIPE, CIPEA/ILCA, ICRAF, etc, continue à jouer un rôle des plus utiles, surtout de par l'effet très encourageant que ses activités ont sur les états membres. L'appui et les relations cordiales offerts aux collaborateurs de l'OUA/CSTR par les gouvernements des états membres à l'égard des activités approuvées de la CSTR est précieux et très encourageant. Il serait possible de faire bien davantage encore en renforçant le personnel scientifique et d'appui de la CSTR et de ses bureaux sub-régionaux; il est néanmoins réconfortant de noter les récentes désignations d'hommes de science qualifiés et compétents aux bureaux sub-régionaux de Yaoundé et de Nairobi. Je profite de cette occasion pour remercier de leur aide les organisations qui ont également détaché des experts et des consultants à certains des bureaux OUA/CSTR pour renforcer ou appliquer les projets spécifiques. Par exemple, la Communauté Economique Européenne (CEE) a détaché des consultants à Nairobi pour la campagne Pan-Africaine contre la peste bovine. La FAO a détaché un consultant au bureau de Yaoundé. Le PNUD a détaché des collaborateurs au bureau de Guinée (Conakry) et l'USAID a détaché un consultant à l'IITA pour le projet de contrôle biologique pan-africain et d'autres projets financés par l'USAID. Une réunion du conseil scientifique pour l'Afrique (CSA) est envisagée dans un avenir rapproché. Cette réunion fournira d'autres grandes lignes d'activités pour le secrétariat exécutif de la CSTR à l'avenir.

Je voudrais conclure ce préambule en exprimant ma profonde reconnaissance envers les gouvernements hôtes de tous les bureaux régionaux et sub-régionaux, ainsi qu'aux états membres de l'OUA pour leur appui financier et moral sans réserve. Je voudrais remercier le secrétaire général, ses adjoints et les directeurs pour leur compréhension, leur coopération et leur appréciation des rôles vitaux que doit jouer le secrétariat exécutif: le bras scientifique, technique et de recherche de l'organisation. Aux donateurs, institutions, centres de recherches en collaboration et à tous les collaborateurs dévoués à leurs tâches de la CSTR et de ses bureaux sub-régionaux et de coordination, j'exprime mes remerciements

sincères et mon appréciation pour avoir soutenu et appuyé les activités de la commission scientifique et avoir assuré le succès de ses activités.

Finalement, j'espère que tous les lecteurs trouveront ce rapport annuel non seulement utile mais aussi informatif.

A. Olufemi Williams
SECRETAIRE EXECUTIF

OUA/STRC

Personnel du Bureau Régional et des Bureaux Sub-Régionaux de l'OUA

BUREAU OUA/CSTR DE LAGOS

Prof. A. Olufemi Williams	– Secrétaire exécutif
Prof. Couaovi A. Johnson	– Secrétaire exécutif adjoint
M. Moise Akle	– Fonctionnaire scientifique
M. J. L. Bitchoka	– Fonctionnaire de l'information et des publications
M. Asare K. Pobi	– Fonctionnaire des conférences et de la documentation
M. D. M. Ngueremalet Bea	– Traducteur français
M. W. A. Carrim	– Traducteur anglais
M. M. O. Braimah	– Traducteur arabe
M. A. Afework	– Comptable
M. S. Gamal	– Contrôleur financier
Mlle Bola Obilana	– Assistant administrative
Mme Prudence Dossou	– Procès-verbaliste/secrétaire française
M. E. S. Badejogbin	– Fonctionnaire du Service général

BUREAU DE L'IAPSC YAOUNDE

M. A. L. Mbiele	– Secrétaire scientifique
Dr. G. M. Lallmahomed	– Secrétaire scientifique adjoint
M. Matip Pajarito	– Documentaliste

BUREAU B.I.S. A BANGUI

M. Noel Johnson	– Directeur adjoint
M. Eli Ndinga	– Administration
M. Faustin Ratsirahonana	– Documentaliste

BUREAU I.B.A.R. A NAIROBI

Dr. W. Masiga	– Directeur
Dr. A. C. Tall	– Chef de section de la santé animale
M. K. M. Katondo	– Chef de la production animale
M. M. O. Adeniji	– Production animale
M. M. Tarek Abdel Azim	– Fonctionnaire scientifique
Mlle Hildred Telly	– Documentaliste
M. M. Ranaivoson	– Traducteur français

SAFGRAD, BURKINA FASO

Dr. J. Menyonga	– Coordonnateur international
M. Taye Bezuneh	– Directeur de la recherche
M. Odonkor	– Contrôleur financier
M. Adanlete	– Comptable
Mlle Mary Ann Briggs	– Assistant administrative

FOUTA DJALON: BUREAU DE GUINEE-CONAKRY

M. Akadiri Soumalia	– Coordonnateur international
M. D. Obiaja	– Traducteur anglais

Remerciements

La Commission Scientifique, Technique et de la Recherche de l'OUA exprime sa profonde reconnaissance envers M. Idriss Jazairy, Président du FIDA, ainsi qu'envers le Fonds international pour le Développement agricole, de leur appui pour l'application des projets et la publication de ce document. C'est avec un vif plaisir que les cadres de l'OUA/CSTR et de son bureau de coordination ont collaboré avec les cadres du FIDA pour atteindre les buts et objectifs définis dans les divers projets. La coopération internationale effective qui s'est établie dans l'application des projets continue à presider aux améliorations apportées à la qualité de la vie des peuples d'Afrique. L'initiative du FIDA pour promouvoir et inclure l'agroforesterie en tant qu'élément de la recherche sur les systèmes de production du SAFGRAD fait également l'objet de notre reconnaissance. Nous remercions aussi les représentants d'autres donateurs, l'USAID et le FAC, de leur collaboration et de leurs intrants effectifs. Nous espérons que l'appui d'autres donateurs que nous sollicitons sera accordé sans tarder. A tous les autres donateurs et institutions coopérants, nous exprimons aussi notre reconnaissance.

Acronymes et abréviations

ABCP	Lutte biologique panafricains contre les ennemis du Manioc
ABCS	Service africain de lutte biologique
ACFD	Centre africain pour le Développement des engrais
ACPO/RPAA	Responsable de la Production accélérée des Cultures
ACSAD	Centre arabe pour le Développement des zones semi-arides
ADB	Banque Africaine de Développement
AMTA	Formation à la gestion agricole en Afrique
BIS	Bureau interafricain des Sols
CAB	Bureau d'Agriculture du Commonwealth
CC	Comité Consultatif
CDA	Développement coopératif pour l'Afrique
CILSS	Centre Inter-états de Lutte contre la Sécheresse dans la Sahel
CIMMYT	Centre international d'Amélioration du Maïs et du Blé
ECA/CEA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
EDECO	Développement économique en Coopération, Département de l'OUA
EDI	Institut de Développement de la Banque Mondiale
EEC	Communauté Economique Européenne
ESCAS	Affaires de l'Education, de la Science, de la Culture et Sociales
FAC	Fonds d'Aide et de Coopération
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FSR	Recherche sur les Systèmes de Production
FSU	Unité des Systèmes de Production
GTZ	Fondation allemande de Coopération Technique
IAPSC	Conseil Phytosanitaire interafricain
IARC	Agence internationale de Recherche sur le Cancer
IBAR	Bureau interafricain des Ressources Animales
IBRAZ	Institut international de Recherche Agricole du Burkina Faso
ICARDA	Centre International de Recherche sur l'Agriculture en Zone Aride
ICIPE/CIPI	Centre International de la Physiologie des Insectes
ICRAF	Centre International de Recherche sur l'Agro- Foresterie
ICRISAT	Institut International de Recherche sur les Cultures en Zone Semi-Aride
IFAD/FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
IFDC	Centre International de Développement des Engrais
IITA	Institut International d'Agriculture Tropicale
ILCA/CIPEA	Centre International pour l'Elevage en Afrique
INSAH	Institut du Sahel
IRAT	Institut du Recherche Agronomique Tropicale
ISNAR	Service international de la Recherche Agricole Nationale
OAU/OUA	Organisation de l'Unité Africaine
OIE	Office International des Epizooties
OPEC/OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PARC	Campagne panafricaine contre la Peste Bovine
PMC	Comité de Gestion de Projet

SAFGRAD	Recherche et Développement des Cultures vivrières en Zone Semi-Aride
STCR	Commission Scientifique Technique et de la Recherche
TAC	Comité Consultatif Technique
UNDP/PNUD	Programme de Développement des Nations Unies
UNEP	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNIDO	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
USAID	Agence des Etats-Unis pour le Développement International
WHO/OMS	Organisation Mondiale de la Santé

Activités du Bureau de la CSTR (Lagos)

INFORMATIONS GENERALES

Ce rapport résume les activités de la Commission scientifique, technique et de la recherche dans les domaines de la science, de la technologie et de la recherche, au cours de l'exercice financier 1984/1985. Le bureau de la CSTR, qui est le bureau régional à Lagos, ainsi que ses bureaux sub-régionaux à:

– Nairobi, pour la production de l'élevage et la santé animales, IBAR.

– Bangui pour les techniques d'usage du sol (BIS).

– Yaoundé pour les quarantaines des plantes (IAPSC).

et ses bureaux de coordination à Ouagadougou et en Guinée-Conakry, constituent le réseau d'application des résolutions et recommandations pertinentes.

Bien que le bureau inter-africain de sylviculture tropicale, proposé pour Malabo, Guinée équatoriale, n'ait pas encore été établi, un plan relatif à ce bureau doit être soumis prochainement au gouvernement de Guinée équatoriale. L'accord relatif à la création du siège de ce bureau sera appliqué par le gouvernement de Guinée équatoriale sans tarder.

Pendant 1984/1985, les activités de la CSTR ont eu un effet considérable au niveau technique dans les états membres; il est nécessaire de maintenir cet élan et de l'intensifier pendant l'exercice financier 1985/1986.

Avec la publication du Plan de Lagos et de l'Acte final de 1980, ainsi que du mandat de Secrétaire général pour appliquer le Plan d'action de Lagos et la décision prise à la 20ème conférence des chefs d'états et de gouvernements de convoquer une réunion extraordinaire au sommet sur le développement économique, la CSTR a reçu un mandat renouvelé pour s'acquitter de ses fonctions et de ses activités.

Ses activités sont effectuées conformément aux directives, résolutions et recommandations adoptées par les chefs d'états et gouvernements (Sommet) au conseil des ministres et au Conseil scientifique pour l'Afrique, avec son comité inter-africain d'experts.

LE CENTRE AFRICAIN POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENGRAIS

Préambule: reconnaissant la nécessité d'un Centre africain pour le développement des engrais et de leur rôle potentiel pour l'agriculture africaine au cours des premières années 1980, l'Organisation de l'Unité africaine a chargé l'OUA/CSTR et son comité inter-africain des engrais de l'application de ce projet de centre, en collaboration étroite avec le Centre international du Développement des Engrais (IFDC), l'ONUDI et la FAO. Le conseil des ministres de l'OUA a consacré deux résolutions à cette question au cours de sa 36ème session, tenue en février 1981 et de sa 40ème session, tenue en février 1984.

Objectifs: Les résolutions mettent en relief les objectifs suivants:
– accroître la production africaine d'engrais et réduire les importations d'engrais en passant en revue les matières de base et matériaux disponibles en Afrique.

Activités: Fournir et/ou organiser la formation de main-d'œuvre, développer la production d'engrais, l'opération et l'entretien des installations, le stockage des engrais et la manutention, la distribution et l'utilisation efficace des engrais.

– aider les pays individuels en évaluant les ressources matérielles brutes pour la production d'engrais.

– préparer les études techniques sur la production d'engrais, mettant en relief l'usage de matières premières indigènes.

– aider à préparer les études techniques, économiques et agronomiques menant à une augmentation de la production d'engrais, en tenant compte des problèmes socio-économiques et politiques apparentés.

- aider à établir une documentation et les données et en assurer la diffusion, afin que des décisions efficaces, sur le plan national puissent être prises à la lumière des dernières innovations quant à la production, à la distribution et à l'usage.
- fournir des services consultatifs aux pays membres où des usines d'engrais doivent être établies.

Agent d'exécution: Le Centre International de Développement des Engrais (IFDC) a été nommé agent d'exécution du Centre africain du Développement des Engrais (AFDC) pendant la période de création.

Gestion: Un accord entre l'IFDC et l'OUA/CSTR stipule que l'IFDC entreprendra la gestion de l'ACFD pendant l'établissement du centre et pendant une période de 5 ans après la date où l'ACFD deviendra une personne morale, sous la direction de son conseil d'administration.

Emplacement du centre: Harare, Zimbabwe.

Organisations et pays de financement: IFDC, FIDA, FAO, ONUDI, OPEP, USAID, France, USA, Royaume-Uni et République Fédérale d'Allemagne.

Durée du projet: 10 ans.

PROGRAMME DE FORMATION A LA GESTION AGRICOLE POUR L'AFRIQUE (AMTA) APPUYE PAR LE FIDA

Préambule: Devant affronter la tâche du développement de la main-d'œuvre dans le secteur agricole et pleinement consciente de la nécessité de former des chargés de la gestion agricole, afin d'atteindre les objectifs du Plan d'Action de Lagos, la CSTR de l'Organisation de l'Unité africaine a demandé une subvention au FIDA en vue d'appliquer un programme de formation à la Gestion en Afrique.

Objectifs et stratégie: les objectifs de ce programme de formation à la gestion agricole qui est envisagé sont les suivants:

- a) promouvoir le développement des ressources humaines en augmentant le nombre de chargés de gestion expérimentés et bien formés dans le domaine agricole; et aussi, assurer le maintien d'un pourcentage plus élevé de chargés agricoles que dans le passé;
- b) renforcer la capacité des institutions nationales et régionales de formation à organiser, préparer et fournir des stages de brève durée sur l'administration et la gestion agricoles;
- c) sensibiliser les hauts fonctionnaires des gouvernements sur les questions de politique et de procédure dans les domaines de l'administration publique dans lesquels les projets fonctionnent; et
- d) aider les pays à appliquer les projets en améliorant les connaissances et dextérités administratives et de gestion du personnel de gestion, particulièrement celui qui est en jeu dans les projets agricoles en cours FIDA/Banque Mondiale/BAD; et aussi promouvoir la participation de chargés de gestion des Ministères et institutions d'agriculture.

La stratégie pour parvenir à ces objectifs comporte:

- a) entreprendre une série intégrée de stages de formation à la gestion pour le personnel de gestion et les chefs de service agricoles; la méthode intégrée comporterait la nécessité de visites d'évaluation, de sessions résidentielles et de formation en cours d'emploi et sur le terrain d'équipes de gestion;
- b) tenir à jour un registre qui permette de pouvoir choisir les participants au programme pour des postes de gestion. Ce registre est surtout destiné aux commissions nationales de la fonction publique et les organisations internationales et programmes bilatéraux pourraient également y avoir accès;
- c) mettre en jeu les institutions régionales de formation à la gestion quant à l'application des programmes et obtenir la participation de formateurs nationaux, en vue d'encourager ces institutions à adapter et à copier le processus de formation au niveau régional et national;

- d) organiser des séminaires de politique générale à un niveau élevé, qui permettent aux décideurs de plusieurs pays d'examiner ensemble les questions de politique générale et de procédure qui retardent la rendement de la gestion.

Région et durée du projet: le programme proposé est conçu en vue de 72 projets dans 24 pays, à appliquer pendant une période de 45 mois. 12 des projets relatifs aux pays francophones et 12 aux pays anglophones. Pour assurer une application efficace, le programme sera divisé en sous-programmes chevauchants. Chaque sous-programme se préoccupera d'environ 6 pays dans la même zone linguistique. Ces projets dans chaque pays (environ 18 projets par sous-programme) seront identifiés comme projets participants.

Groupe Objectif: le groupe objectif sera constitué des chefs de service du secteur agricole public. Bien que surtout tirés de projets de développement, ils pourront également comprendre des cadres de ministères et institutions d'agriculture. Spécifiquement, le programme comportera les chefs de projets, chefs-adjoints de projets, cadres supérieurs des projets, spécialistes de recrutement, formateurs nationaux, formateurs régionaux et principaux décideurs.

Processus de formation: le processus de formation doit comporter une acquisition mutuelle de connaissances et d'expérience pour tous les participants, y compris les stagiaires, les formateurs et les membres du personnel d'organisations régionales, nationales et internationales participantes. A toutes les étapes, il faudra tenir compte de l'environnement dans lequel les tâches de la gestion sont accomplies, ainsi que de l'interaction entre l'action dans l'environnement et dans les milieux de gestion.

Programme de formation d'équipes: 2 étapes de formation pour chefs de projets, chefs-adjoints de projets pour les sessions de clôture des programmes de formation d'équipes; notre programme général refléterait l'expérience recueillie pendant la planification et l'application de la formation d'équipes de gestion.

Financement et appui des donateurs: FIDA, EDI (Institut de

Développement Economique de la Banque Mondiale), BAD (Banque Africaine de Développement).

Coût du projet: US\$ 1,45 millions (FIDA)
US\$ 350.000 (BAD)
US\$ 300.000 (IDE/Banque Mondiale)

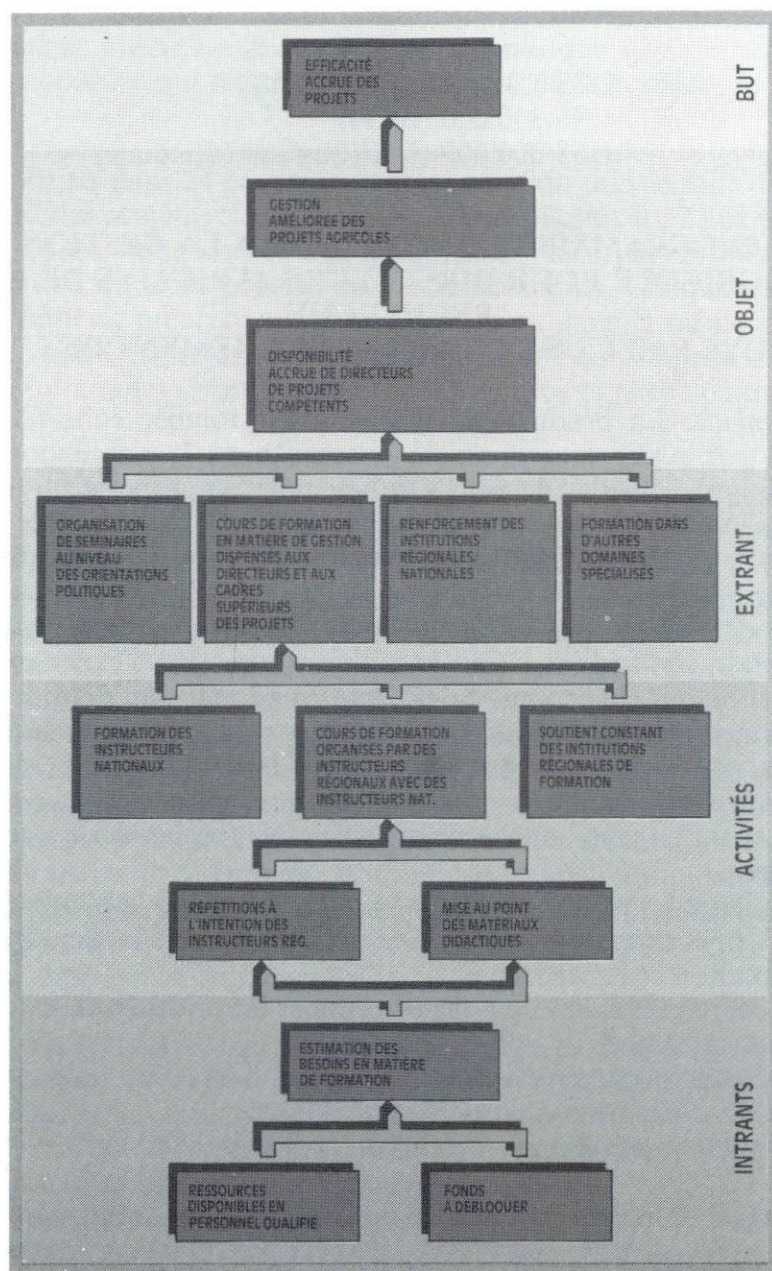
**PROGRAMME DE FORMATION A LA GESTION
AGRICOLE POUR DIRECTEURS AFRICAINS DE LA
RECHERCHE
APPUYE PAR L'USAID PAR LE TRUCHEMENT DE L'ISAR**

Préambule: La production agricole étant tombée considérablement par rapport au taux de croissance de la population, les conditions actuelles de pénurie alimentaire en Afrique ne feront que s'intensifier, si l'agriculture ne peut pas devenir plus productive. L'une des contraintes majeures continue à résider dans la pénurie de directeurs et responsables de haute qualité, particulièrement de chefs de service de recherche agricole. Trop souvent, des Scientifiques africains qui ne possédaient pas assez d'expérience de la gestion ont été promus à des postes supérieurs, au détriment de la science, comme de la direction; trop souvent, ces fonctionnaires n'ont pas reçu assez de formation à la gestion d'un service. L'examen des systèmes nationaux de recherche agricole indique qu'il faut d'urgence améliorer la gestion de la recherche agricole en Afrique:

- en aidant les pays à identifier leurs besoins pour la planification et l'application de la recherche agricole, ainsi que les liens avec la formation et l'encadrement;
- en coopérant avec eux pour déterminer les priorités et stratégies de la recherche;
- aidant à formuler les programmes d'action et les programmes pour la formation d'un personnel qualifié;
- les aidant à établir une procédure organisationnelle correcte.

Stratégie: si les programmes de formation doivent nécessairement s'orienter vers le stagiaire, il faut d'abord déterminer si la structure

ORGANIGRAMMA DES CADRES



institutionnelle permet de fournir une éducation adéquate. La brèche entre les systèmes nationaux de recherche agricole et les institutions d'éducation existantes devra être surmontée en introduisant des deux côtés le concept de la gestion de la recherche agricole, grâce à une série d'ateliers.

Application: les ateliers visant à répondre aux besoins et aux priorités des petits cultivateurs.

Organisation de financement et d'application: USAID, ISNAR (Service International de la Recherche Agricole Nationale).

PHARMACOPEE AFRICAINE

Resumé: L'Afrique est célèbre pour l'immense richesse de sa flore. Un catalogue complet des espèces de plantes révèle une liste interminable de noms. Et pourtant, la recherche scientifique a montré que seul un nombre relativement restreint de ces espèces contiennent des matières actives remarquables qui sont non seulement d'usage quotidien, mais citées dans les pharmacopées modernes du monde entier. Un grande majorité de ces plantes contiennent divers agents thérapeutiques utilisés dans la médecine traditionnelle qui est pratiquée par environ 80% de la population du continent. Toutefois, en dépit du travail effectué en Afrique par diverses équipes de recherche, jusqu'à présent, aucune pharmacopée africaine officielle n'a été élaborée.

C'est pourquoi, au cours de la 8ème réunion du Comité Inter-Africain sur la médecine traditionnelle et les plantes médicinales, tenue à Bamako en septembre 1981, un sous-comité a été désigné pour enquêter sur les médecines traditionnelles africaines et établir la première pharmacopée. Grâce à l'initiative de l'OUA/CSTR, le sous-comité s'est réuni à deux occasions au bureau de l'OMS à Genève, en 1982/1983 pour établir une liste des 100 plantes les plus largement et les plus fréquemment utilisées dans la médecine traditionnelle africaine.

Nos comités ont entrepris de:
- préparer les monographies;

- compiler et collationner toutes les informations relatives aux plantes;
- convoquer une réunion de comité rédactionnel pour se procurer l'opinion des experts africains sur les travaux avant la publication.

Conscient de l'importance et de l'avantage d'un tel travail pour l'Afrique, le conseil des ministres a consacré au cours de sa quarantième session une résolution toute entière à la publication de la première pharmacopée africaine. Cette résolution recommande instamment au bureau de l'OMS en Afrique d'aider l'OUA/CSTR en vue de cette publication.

Une réunion du comité rédactionnel, composé d'experts africains, s'est tenue à Brazzaville en 1984 et les manuscrits ont ensuite été soumis aux imprimeurs. (cf. p. 34-35).

Publication: le Volume I de la première pharmacopée africaine a été publié en anglais et français par l'OUA/CSTR, sous la cote ISBN N° 978-2453-02-01. Le deuxième volume, qui porte sur les méthodes et analyses, sera publié d'ici la fin de 1985.

Cf. p. 34-35.

SYMPOSIUM SUR LES CANCERS ASSOCIES AUX VIRUS EN AFRIQUE

Préambule: il existe des preuves abondantes que le virus de l'hépatite B a des rapports causaux avec le développement du cancer du foie en Afrique, aussi bien que dans d'autres parties du monde en développement.

Les viroses de l'hépatite B sont particulièrement connues en Afrique tropicale où vit la majorité d'environ 200 millions de porteurs chroniques de cette hépatite. L'infection, qui, dans la plupart des populations tropicales, est contractée pendant le premier âge et le début de l'enfance, provoque des maladies hépatiques chroniques, comme la cirrhose du foie, dont le taux de morbidité et de mortalité est élevé. Davantage de données sont continuellement rassemblées sur l'épidémiologie de ces infections. Ceci indique que l'incidence des porteurs chroniques d'hépatite

aiguë et des maladies chroniques du foie augmente: une intervention immédiate s'impose.

Des facteurs additionnels comme les mycotoxines, peuvent jouer un rôle en tant qu'agents causaux du cancer du foie. La lutte contre la contamination par les mycotoxines des céréales alimentaires, est considérée comme essentielle mais cela dépendrait largement des travailleurs et des auteurs de plans d'agriculture.

Toutefois, il est évident que si l'infection hépatique est empêchée par une immunisation active, l'incidence sera largement réduite.

L'OUA/CSTR, sous la direction du professeur A. O. Williams, qui est également Président de l'Association Internationale pour l'Etude des Maladies du Foie, a décidé de convoquer le symposium sur le cancer d'origine virale en Afrique à Nairobi, Kenya, du 24-28 avril 1984.

Participation: 72 représentants venus de 25 pays africains et de 10 pays non africains.

Organisations de co-tutelle: L'Organisation Mondiale de la Santé pour l'Afrique (Brazzaville), l'Agence Internationale de Recherche sur le Cancer (Lyon), le programme des Nations-Unies pour l'Environnement, PNUE, l'Association Internationale des Maladies du foie, la Fondation Falk (République Fédérale d'Allemagne), l'Institut Pasteur Production (France), l'Union Internationale contre le Cancer (Genève), l'Association Internationale pour l'Etude et la Prévention des cancers d'origine virale.

Recommandations: Les recommandations suivantes ont été formulées par le symposium:

- la nécessité de lancer un programme de vaccination contre l'hépatite B,
- il est essentiel que tous les enfants en bas âge et enfants en général soient vaccinés.
- compte tenu du coût, des besoins en personnel qualifié et en données épidémiologiques, il n'est peut-être pas possible de recommander de vacciner couramment tous les adultes. Toutefois, les adultes menacés de certaines populations pourraient être vaccinés dans certaines conditions bien définies.

- des programmes à base multiple, employant des protocoles standards, devraient évaluer l'efficacité de tous les vaccins sur les populations tropicales.
- la formation du personnel et les recherches pour les essais sur le terrain, ainsi que le diagnostic en laboratoire dans les zones infectées par l'hépatite, devraient être incorporés dans un programme de vaccination des pays africains.
- des données additionnelles devraient constamment être recueillies à l'égard des méthodes optimum de vaccination, de la stabilisation des vaccins qui ne sont pas maintenus dans un cycle réfrigéré, de la dose minimum optimale et, ce qui est le plus important, de l'influence cumulative de la vaccination sur la fréquence et l'incidence des maladies chroniques du foie et le PHC.
- l'objectif le plus urgent devrait être d'encourager à réduire nettement le coût du vaccin. La création de centres de production en Afrique permettrait d'obtenir sur place le vaccin à meilleur marché.
- il est très souhaitable de fournir un étalon international pour les vaccins contre l'HBV, ainsi qu'on l'a déjà fait pour les immunoglobulines et certains autres vaccins (par exemple ATS, tétanos)
- un symposium de suivi devrait avoir lieu dans 2 ou 4 ans pour passer en revue les progrès effectués pour la vaccination contre l'hépatite et le cancer du foie en Afrique, particulièrement quant aux progrès effectués et aux informations additionnelles qui résultent de l'usage de vaccins de deuxième génération.

Publication: les Actes du symposium ont été publiés sous le titre de "Cancers associés aux virus en Afrique"
 ISBN N° 978-2453-005.

**PROJET PAN-AFRICAIN DE LUTTE BIOLOGIQUE
 CONTRE LES ENNEMIS DU MANIOC:
 PROJET CONJOINT, OUA/CSTR, PC 38**

Résumé: l'Afrique produit annuellement 48 millions de tonnes de manioc, qui est l'alimentation de base d'environ 200 millions

d'Africains. Depuis l'introduction en Afrique au cours des débuts des années 1970 de deux ennemis du manioc, provenant d'Amérique du Sud, ils se sont répandus à travers 30 pays africains, provoquant des dégâts évalués à plus de 2 milliards de dollars US par an. Les ennemis ne sont pas considérés comme une menace sérieuse en Amérique du Sud, où ils sont constamment tenus en arrêt par bien des ennemis naturels, qui les attaquent à toutes les phases de leur cycle vital; toutefois, en Afrique, où il n'existe pas de tels ennemis, ils ont trouvé un terrain de reproduction favorable. Depuis 4 ans, les Scientifiques ont mis au point différentes méthodes de recherche sur les ennemis du manioc. Il s'agit d'enquêtes sur l'usage des pesticides, les façons culturales, l'introduction de variétés de manioc qui résistent aux ennemis et à la lutte biologique. La lutte biologique a été choisie comme étant la méthode la plus efficace.

Objectif: le projet a été conçu pour lutter contre les deux ennemis du manioc: la cochenille du manioc (*planococus manihoti*) et un complexe d'araignées vertes (*mononychellus*) dont l'origine est l'Afrique du Sud et qui ont été introduites biologiquement pour la première fois au Zaïre et en Ouganda.

Programme de recherches

Dans une enquête effectuée par l'IITA et ses collaborateurs dans les pays d'où les ravageurs sont originaires, l'on a trouvé des prédateurs naturels, tant parasites que prédateurs proprement dits, au Brésil, en Colombie, au Paraguay et en Bolivie. Après une période de quarantaine à l'Institut de Lutte Biologique du Commonwealth au Royaume-Uni, ces prédateurs naturels ont été transférés en Afrique pour étude au laboratoire de IITA, Ibadan, Nigéria. Tous les ennemis naturels ont montré qu'ils étaient sans danger pour les cultures et qu'il s'agissait d'espèces d'insectes bénéfiques.

Application: sur la demande et avec la pleine coopération des gouvernements nationaux, ces prédateurs ont été lâchés expérimentalement dans les pays suivants: Nigéria, Gambie, Guinée Bissau, Ghana, Sénégal, Togo et Zaïre.

Gestion: un service international de surveillance a été établi au sein de l'IITA, compte tenu des données sur le contrôle biologique que l'IITA a accumulées depuis 4 ans. Cet organisme, appelé Service de contrôle biologique africain (ABCS) organise la campagne de lutte, tandis que les activités de recherche demeurent concentrées à l'IITA. Un coordinateur de surveillance du programme a été désigné.

Projet a l'échelle africaine: une grande campagne de lutte biologique peut maintenant être lancée. Ce projet, qui, espère-t-on, pourra maîtriser le danger d'ici 6 à 12 ans, comporte:

- l'établissement de moyens d'action pour collectionner, reproduire et distribuer les ennemis naturels des ravageurs;
- élargir la base de recherche de l'IITA;
- former un personnel national pour entreprendre des opérations de lâchers;
- aider à établir un programme national de contrôle biologique.

Coopération: la recherche dans ce domaine a été effectuée avec la collaboration de l'Institut de Recherche du Brésil; du Centre International d'Agriculture Tropicale, Cali, Colombie; de l'Institut de Contrôle Biologique du Commonwealth; de l'Institut d'Entomologie du Commonwealth; de l'Université de Californie aux Etats-Unis; de l'Institut de Phytomédecine, Zurich, Suisse et du Musée d'Histoire Naturelle, Londres, Royaume-Uni.

Financement du projet: les donateurs suivants se sont réunis à Rome à la mi-octobre 1984 pour conclure des engagements financiers: FIDA de Rome, Italie, Centre de Recherches pour le Développement International, Ottawa, Canada; Agence Allemande de Coopération Technique (République Fédérale d'Allemagne); Banque islamique; Banque Mondiale; les gouvernements de ces pays: Canada, Danemark, République Fédérale d'Allemagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Norvège, Suisse et Etats-Unis d'Amérique.

Coût du projet: environ 16 millions de dollars couvriraient les frais de la première phase de lâchers dans une vingtaine de pays.

AFRICAINS FORMES AU CONTROLE BIOLOGIQUE

OUA/CSTR/ABCP/IITA/FAO: Elèves des stages sur la lutte contre la cochenille et *monocythellus tanajae*

(I) 9 Janvier-3 Février 1984 Stagiaires
(Tous du Nigéria) sous les auspices de: ABCP/IITA

1. Mr. ILORI James Oladeni
I.A.R. & T.
University of Ife
Moor Plantation
Ibadan
2. Mr. FAJUYIGBE Festus Babalola
Plant Quarantine Services
Moor Plantation Ibadan
3. Mr. MADAKI Joshua
Federal Department of Pest Control Services
P.M.B. 2158
Sokoto
4. Mr. TAYLOR Kehinde
I.A.R. & T.
University of Ife
P.M.B. 5029
Moor Plantation
Ibadan
5. Mr. EZULIKE Thomas Okeke
National Root Crops Research Institute
Umudike
Umuahia
6. Mr. Iruke Obioma
N.R.C.R.I.
P.O.B. 1006
Umudike
Umuahia
7. Mr. KALABARE Doubokare Nicholas
Shell (P.A.G.W.I.)
Pet. Dev. Co. of Nigeria
Bendel State

8. Mr. ECHENDU Nnamdi
National Root Crops Research Institute
Umudike
Umuahia
9. Mr. AUGUSTINE A. Chilaka
Federal Department of Pest Control Services
P.M.B. 01400
Enugu
10. Mr. DOUBOKARE N. Kalabare
Shell Petroleum Dev. Co Nig. Ltd.
(CDPW) P.O. Box 230,
Warri

(II) OUA/CSTR/IITA/ABCP/FAO Cours de formation à la Lutte
Biologique
28 Janvier-15 Février 1985

1. Mr. NADYIRAGIJE Pascal
B.P. 1483
Bujumbura
Burundi
2. Mr. TCHUANYO Marton
I.A.R.
P.M.B. 25
A. Ekowa
Buea
Cameroun
3. Mr. TOURAY K. Omar
Department of Crop Protection Service
Ministry of Agriculture
Yundum
Gambie
4. Mr. MALLOW Samba
Department of Crop Protection
Ministry of Agriculture
Yundum
Gambie

5. Mr. MAREZA Cirilo
M.D.R.P.
P.O. Box 71
Bissau
Guinée-Bissau
6. Mr. ABREU Lourenco
M.D.R.P.-D.P.V.
P.O. Box 71
Bissau
Guinée-Bissau
7. Mr. FAYE Falilou
AU Crefphyd Km. 15
Route de Rufisque
B.P. 54
Thiaroye,
Dakar
Sénégal
8. Mr. CAMARA Ousmane
Division de la Protection des Végétaux
B.P. 486
Dakar
Sénégal
9. Mr. Sanda A. Kolla
Division de la Protection des Végétaux
B.P. 44021
Lomé
Togo
10. Mr. Komalan Toughon
Institut des Plants & Tubercules (I.N.P.T.)
B.P. 1263
Lomé
Togo

(III) OUA/CSTR/FAO/IITA/ABCP Cours de Formation à la
Lutte Biologique
3-28 Juin 1985)

1. Mrs. ALBERTO DARKU Maria Jose
Ministro da Agricultura
C.P. 6333 Dnopa Street
Conandate Jika
No. 2 Luanda
Angola
2. Mr. DOZITE Mbusu
Entreprise Agro-Pastoral de Negae
Luanda
Angola
3. Mr. GONCALVES Rui Manuel Roque
Delegação Provincial Agricultura de Malange
C.P. 22 Malange
Angola
4. Mr. KELE-KELE Florent
Contrôleur d'Agriculture, Responsable des Activités des
Crédits
CNCR
B.P. 1003
Libreville
Gabon
5. Mr. MBOUMBA Kombila Alphonse
Ministère de l'Agriculture
B.P. 633
Libreville
Gabon
6. Mr. MOUARAGADJA Isaac
I.R.A.F.
B.P. 2246
Libreville
Gabon

7. Mr. MITUMBILI Edward Geoffrey
Makoka Agricultural Research Station
Private Bag 3
Thondwe
Malawi
8. Mr. SAUTI Raphael Felix Nembozanga
Makoka Agricultural Research Station
Ministry of Agriculture
Private Bag 3
Thondwe
Malawi
9. Mr. KANJU Herman
Mtwara Agricultural Research Station
P.O. Box 5099
Mtwara
Tanzanie
10. Mr. Eustard Francis
Tanzanian Research Organization (TARO)
Ukiriguru Agricultural Research Station
P.O. Box 1433
Mwanza
Tanzanie
11. Mr. MUPO Sikuniso
Kaoma Research Station
P.O. Box 940084
Kaoma
Zambie
12. Mr. SUMANI Alfred Joseph
Luapula Regional Research Station
P.O. Box 710129
Mansa
Zambie

(IV) OUA/CSTR/FAO/IITA/ABCP Cours de Formation à la
Lutte Biologique
28 Septembre–18 Octobre 1985

1. Dr. BOUSSIENGUEST Juste
Faculté des Sciences
B.P. 1886
Libreville
Gabon
2. Mr. OMTE Noël
Ministère du Développement Rural
ADECAF
B.P. 1935
Bangui
République Centrafricaine
3. Mr. SARA-DJENATA Auguste
PRODEROM
B.P. 1007
BANGUI
République Centrafricaine
4. Mr. RICHMOND Cudjoe Anthony
Plant Protection and Quarantine Unit
Department of Agriculture
P.O. Box M37
Accra
Ghana
5. Mr. ADJAKLOE Koblah Robert
Plant Protection and Quarantine Unit
Department of Agriculture
P.O. Box M37
Accra
Ghana
6. Mr. JEAN-MARC Anga Abo
Ministère du Développement Rural
Protection des Végétaux
B.P. V185
Abidjan
Côte d'Ivoire

7. Mr. KPABAR Joseph
Central Agricultural Research Station (CARI)
M.B. 3929
Suakoko
Libéria
8. Mr. LAVELEH Augustine Sumowar
Central Agricultural Research Institute (CARI)
Suakoko
P.M.B. 3929
Libéria
9. Mrs. BAUDOUINE Birandano
Institut des Sciences
Agronomiques du Rwanda
B.P. 138
Butare
Rwanda
10. Mr. HARELIMANA Jean Marie Deo
Ministère de l'Agriculture,
de l'Élevage et des Forêts
B.P. 621
Kigali
Rwanda
11. BREWA Mathew (Mr.)
Ministry of Agriculture and Natural Resources
Crop Protection Branch
Freetown
Sierra Leone

**PLANTES MEDICINALES ET MEDECINE
TRADITIONNELLE**

Résumé: au moins 85% des populations d'Afrique doivent avoir recours aux praticiens traditionnels et remèdes traditionnels. Toutefois, le Scientifique dont le devoir et le mandat consistent à énumérer et évaluer les nombreuses plantes médicinales les plus fréquemment utilisées, à en établir le profil botanique, à améliorer les préparations faites par les thérapeutes traditionnels et à

déterminer la posologie, doit s'efforcer d'indiquer un usage plus rationnel.

Application: frappée par les vastes activités de recherches entreprises dans différents universités et centres de recherches d'Afrique, l'OUA/CSTR a constamment aidé ces instituts dans leurs recherches et leur formation.

Formation: les Universités d'Ifé (Nigéria) et du Caire (Egypte) ont reçu de l'aide de l'OUA/CSTR pour la formation de techniciens à un niveau élevé, en même temps que le Centre de Recherches de Madagascar forme des techniciens au niveau intermédiaire.

Recherche: l'OUA/CSTR et 21 centres de recherche d'Afrique ont à faire des travaux sur les plantes médicinales. La recherche vise à découvrir les produits chimiques suivants: anti-cancer, anti-paludisme, anti-helminthique, antibiotique, hypotensif, produits agissant sur le système cardio-vasculaire, anti-drépanocytose, anti-viral, insecticides, anti-diabétique, anti-hypertensif, l'étude des aphrodisiaques et des produits contre les dermatoses.

Coût du projet: les subventions annuelles varient entre US\$ 10.000 pour les centres de recherche et un montant annuel de \$20.000 for les universités d'Ifé et du Caire.

Financement: OUA. Par le truchement du budget de la CSTR.

PUBLICATIONS

Cf. p. 34-35.

Activités du conseil phytosanitaire inter-Africain (OUA/CSTR/IAPSC)

PUBLICATION D'UNE MONOGRAPHIE SUR LES CARTES DE REPARTITION DES PRINCIPAUX ORGANISMES NUISIBLES AUX VEGETAUX EN AFRIQUE (EN COLLABORATION AVEC LE CAB, R.U.)

Objectif

L'objectif de cette monographie est d'établir une carte de chaque prédateur et de chaque maladie, en illustrant sa répartition en Afrique, afin que les gouvernements et les états membres puissent être informés de l'état sanitaire des plantes, de parties de plantes, produits de plantes qui peuvent être importés en provenance de pays africains affectés, aux fins de recherches ou de développement agro-industriel dans les pays intéressés.

La monographie contenant des cartes est sous presse en ce moment en anglais et en français et sera publiée prochainement.

FORMATION PHYTOSANITAIRE

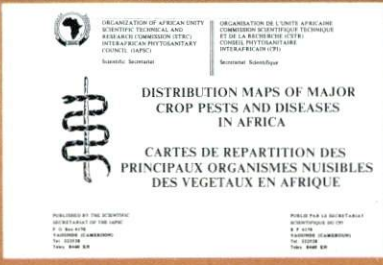
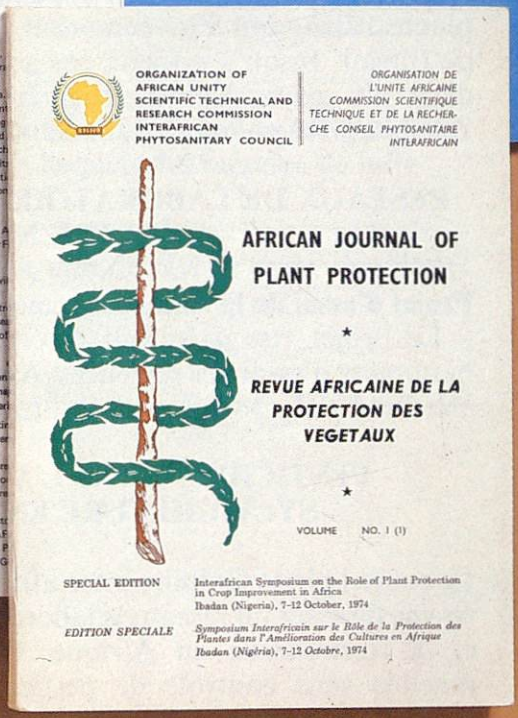
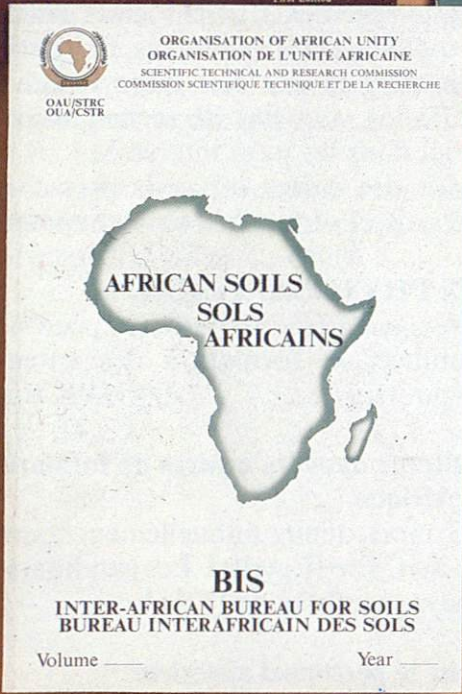
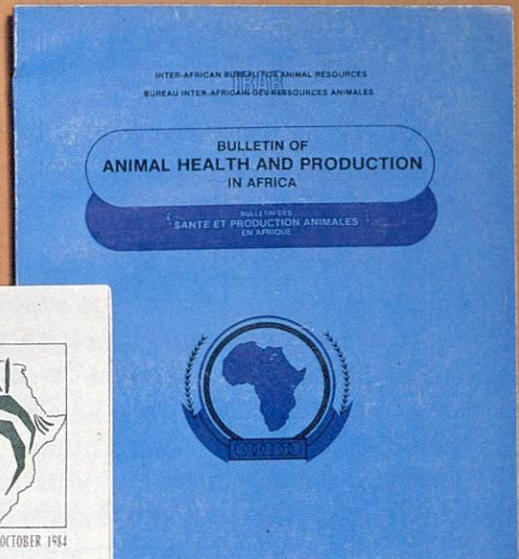
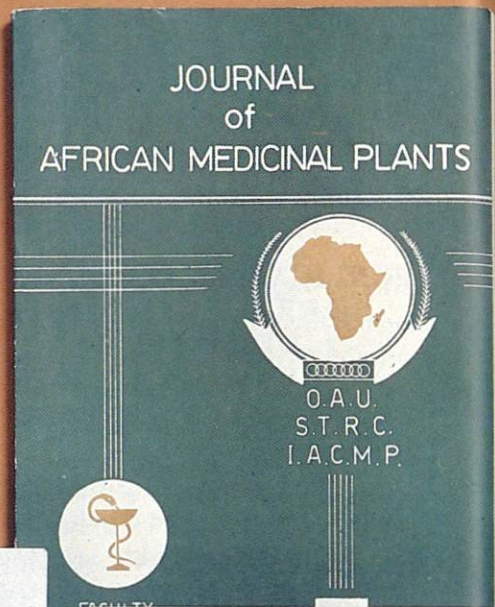
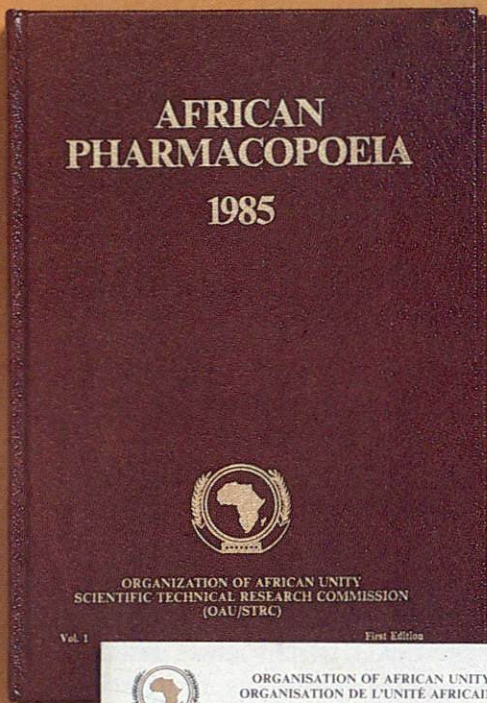
Pendant la période examinée, la formation des catégories suivantes de personnel s'est poursuivie.

Formation de personnel subalterne dans les centres de formation phytosanitaire régionaux en Afrique.

Stages de formation de 3 mois, tenus annuellement dans des centres à Ibadan (Nigéria) et au Caire (Egypte). Les candidats sont choisis en provenance des pays membres de l'OUA.

Formation phytosanitaire pour le personnel supérieur

La formation de chercheurs qui travaillent aux départements de défense de cultures des pays membres se poursuit. Ces stages à



Editorial

One of the major activities of the SAFGRAD Project is to facilitate the dissemination of technical research information among scientists of member states. The Newsletter is one of the strategies that SAFGRAD employs to attain this objective. The involvement of the national programmes and regional research activities is mandatory to promote research communication among scientists of member states.

We invite our readers to contribute articles in the following areas:

1. NEWS IN BRIEF.
2. PROMOTING ON-FARM ADAPTIVE TECHNOLOGY
3. RESEARCH COMMUNICATIONS
4. NEWS OF AFRICAN COUNTRIES

This covers major events such as conferences, workshops and seminars to promote food grain production in the semi-arid regions of Africa. The change or addition of research personnel (related to food grain improvement and production) at national research stations is also of interest to researchers of other member countries.

Transferring research results and related technological innovations in agriculture to farmers is one of the constraints to increasing food grain production in the semi-arid regions of sub-Saharan Africa. Pre-extension trials, farming systems research and agricultural extension programmes are operational in a number of states in order to facilitate the dissemination of improved techniques to farmers. Simultaneously, these programmes generate feedback information from farmers that usually warrant new research and extension approaches. Exchange of information related to on farm adaptive technology is relevant to all research and rural development workers of member states.

National research programmes on food grain crops (sorghum, maize, millet, cowpeas and groundnuts) are carried out in many of SAFGRAD's member states. Furthermore, regional and international research organizations provide backstop services to national research activities. SAFGRAD, through its Newsletter, intends to inform scientists of its member states of any recent research achievements

from national, regional programs grain crops in Africa. Its every scientific working station submit research published in its wider circulate semi arid region Africa.

This column will

- the intr cultural "rests and activities of
- the communication among the ma cultural expert facilitate research worker

Let us share by sending yo following addre

The Direct SAF B.P DUAGADOUG

SPECIAL EDITION
 Inter African Symposium on the Role of Plant Protection in Crop Improvement in Africa
 Ibadan (Nigeria), 7-12 October, 1974

EDITION SPECIALE
 Symposium Inter Africain sur le Rôle de la Protection des Plantes dans l'Amélioration des Cultures en Afrique
 Ibadan (Nigeria), 7-12 Octobre, 1974

PUBLISHED BY THE SCIENTIFIC SECRETARIAT OF THE OAU
 P. O. BOX 678
 LAGOS, NIGERIA
 TEL: 22199

PREPARE PAR LE SECRETARIAT SCIENTIFIQUE DE L'OUA
 P. O. BOX 678
 LAGOS, NIGERIA
 TEL: 22199

court terme, dont la durée va de quelques semaines à trois mois, sont organisés par le Centre International de Physiologie des Insectes (CIPI/ICIPE) à la Station de Recherche de Mbita Point (Kénya).

Les efforts se poursuivent pour obtenir un appui financier en vue d'accorder davantage de bourses pour la formation d'un personnel africain qualifié, grâce à des contacts avec des institutions et organisations régionales et internationales, y compris CIRAD, les CAB, le GTZ, qui offrent des cours de formation phytosanitaire.

PROJET DE QUARANTAINE DES PLANTES

Le but de ce projet est d'établir des réseaux de stations nationales et régionales de quarantaine, ainsi que des réseaux de centres régionaux de formation phytosanitaire en Afrique.

Les activités ont pour but de sensibiliser les gouvernements à l'égard de la création d'un système de quarantaine nationale des plantes, disposant d'un personnel qualifié suffisant et d'un matériel de travail. Jusqu'à présent, ces activités n'ont été entreprises que dans dix pays: Kénya, Nigéria, Niger, Egypte, Madagascar, Zambie, Mozambique, Somalie, Ghana et Sénégal.

RESEAUX DE LABORATOIRES D'ESSAI DE LA SANTE DES SEMENCES, PC 34

Projet d'essai de la santé des semences

Le projet vise à fournir aux pays membres des laboratoires nationaux d'essai des semences. Au total, 150 laboratoires peuvent être fondés dans 42 pays membres.

PESTICIDES DANS L'AGRICULTURE ET LA SYLVICULTURE EN AFRIQUE, PC 35

Le conseil phytosanitaire inter-africain (IAPSC) redouble d'efforts en vue de créer un réseau de laboratoires pour l'analyse des résidus et la formulation en Afrique. Les dangers posés par l'usage nuisible sans contrôle de pesticides en Afrique, ainsi que les conséquences économiques et sanitaires pour les consommateurs,

ont mené l'IAPSC à renforcer sa collaboration avec la Commission du Codex, en vue d'établir des normes du Codex pour les produits agricoles sur le continent.

Projet pan-africain de contrôle biologique des prédateurs du manioc, PC 38

Ce projet a été décrit sous le titre des projets placés directement sous la surveillance du bureau de l'OUA/CSTR à Lagos (cf. p. 22).

Toutefois, l'importation en Afrique d'organismes d'origines étrangères, leur reproduction massive et leur lâcher successif dans différentes zones écologiques a été entreprise sans une forme efficace de coordination et de surveillance. L'IAPSC est devenu membre de plein droit de tous les organismes scientifiques et techniques créés à cette fin.

Centre de recherche et de formation phytosanitaires africain

L'IAPSC consulte des spécialistes pour achever une étude de factibilité de ce projet vital, en collaboration avec des institutions régionales et internationales.

Listes des prédateurs et maladies à tolérances zéro en Afrique et de ceux qui ont été observés et contre lesquels des mesures de lutte doivent être prises, PC 40

L'IAPSC poursuit ses contacts avec des institutions et organisations régionales et internationales, afin de réviser et de compléter les listes établies.

PUBLICATION

Africain Journal of Plant Protection — Revue Africaine de Protection des Plantes.

Cf. p. 34-35.

Activités principales du Bureau inter-africain des ressources animales (OUA/CSTR/IBAR)

CAMPAGNE PAN-AFRICAINNE CONTRE LA PESTE BOVINE

Préambule: C'est en 1889 que la peste bovine commença à infecter le continent africain, au cours d'une épizootie dévastatrice, qui tua près de 90% de tous les bovidés d'Afrique.

Les méthodes de lutte contre cette maladie ont été mises au point avec l'introduction de nouveaux vaccins, de nouveaux laboratoires, d'un nouveau matériel sur le terrain et d'un nouveau personnel vétérinaire qualifié. Des résurgences sporadiques de peste bovine se sont toujours produites en Afrique et la dernière récemment: au début des années 1980. Cette situation d'urgence exige une action internationale: une campagne de vaccination a été entreprise et la maladie a été maîtrisée. En dépit du succès de cette campagne d'urgence, il est évident que si l'on ne redoublait pas d'efforts pour l'éradication, la maladie connaîtrait une résurgence.

Conformément à la résolution du conseil des ministres adoptée à Nairobi en 1981, l'OUA/CSTR, par le truchement du bureau de l'IBAR à Nairobi, a fait d'importants progrès pour atteindre les objectifs relatifs et une campagne d'éradication de la peste bovine a été entreprise avec l'aide d'organisations intéressées, comme la FAO, OIE et d'autres.

Plusieurs réunions se sont déroulées depuis, menant à la formation d'un groupe d'appui de l'OUA/CSTR/IBAR à Nairobi, complété plus récemment par des experts et des consultants de la FAO et de la CEE.

Objectifs

- 1) Eradiquer la peste bovine en Afrique.

- 2) Promouvoir une campagne simultanée de vaccination dans tous les pays où l'on croit que la peste bovine est enzootique.
- 3) Faire démarrer une phase de consolidation d'environ 6 ans pour assurer le suivi et l'élimination de tous les foyers résiduels de la maladie.
- 4) Partout où cela sera nécessaire et possible, vacciner en même temps contre la péri-pneumonie contagieuse des bovidés.

Superficies: 28 pays qui ont des dossiers établis et examinés: Bénin, Burundi, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Kenya, Libéria, Mali, Mauritanie, Nigéria, Ouganda, République Centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Sierra Léone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Zaïre. Au total, ces pays ont un cheptel atteignant 120 millions de têtes de bétail.

Coût du projet: US\$ 160 milliards.

Gestion: Bureau de l'IBA à Nairobi, avec un Comité de Coordination qui doit être constitué; Bureaux sub-régionaux à Dakar, Addis-Abéba, Lagos.

Organisation financière et pays: FAO, OIE, CEE, France, République Fédérale d'Allemagne, Canada, Libye, Japon, Indonésie et Italie.

Date de début: Janvier 1986

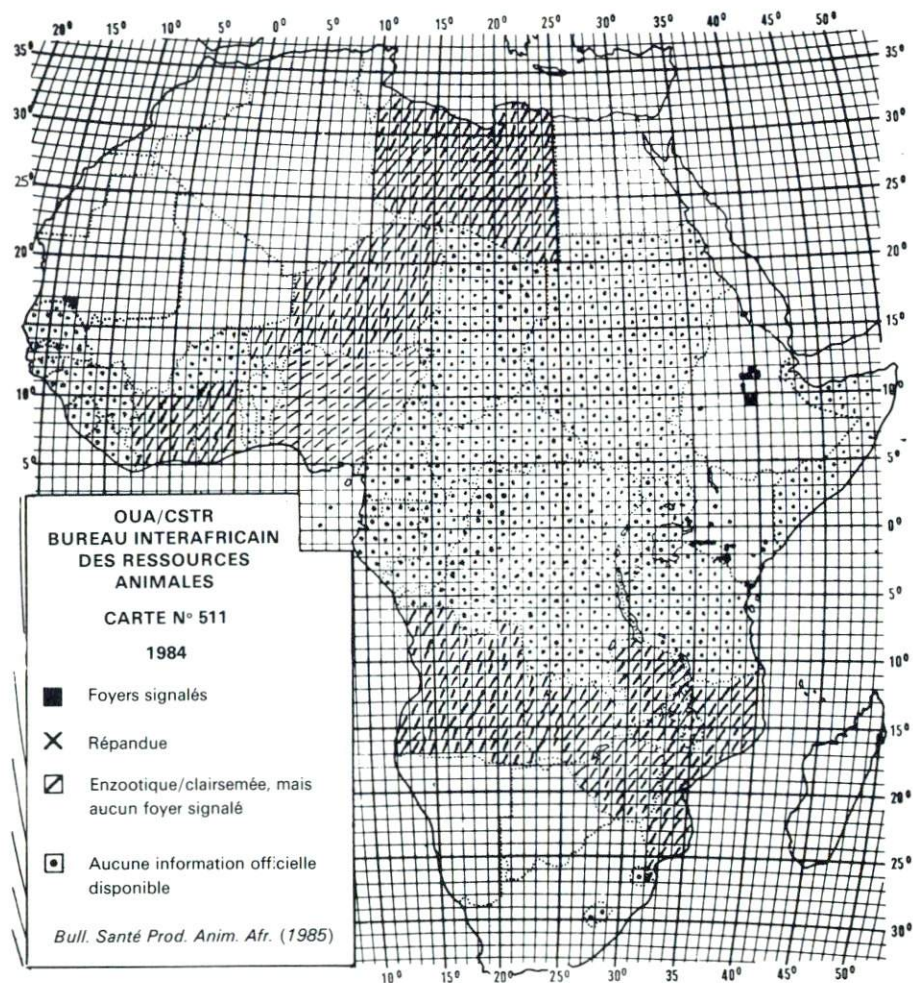
EPIDEMIOLOGIE DES MALADIES ANIMALES

La collecte et la publication des données sur ces maladies se poursuivent. Les données collectées sont publiées dans le bulletin d'informations de l'IBAR, le Bulletin des Santé et Production Animales en Afrique et l'International Journal of Epizootic diseases. Des exemples de quelques articles récents sont fournis par les cartes suivantes.

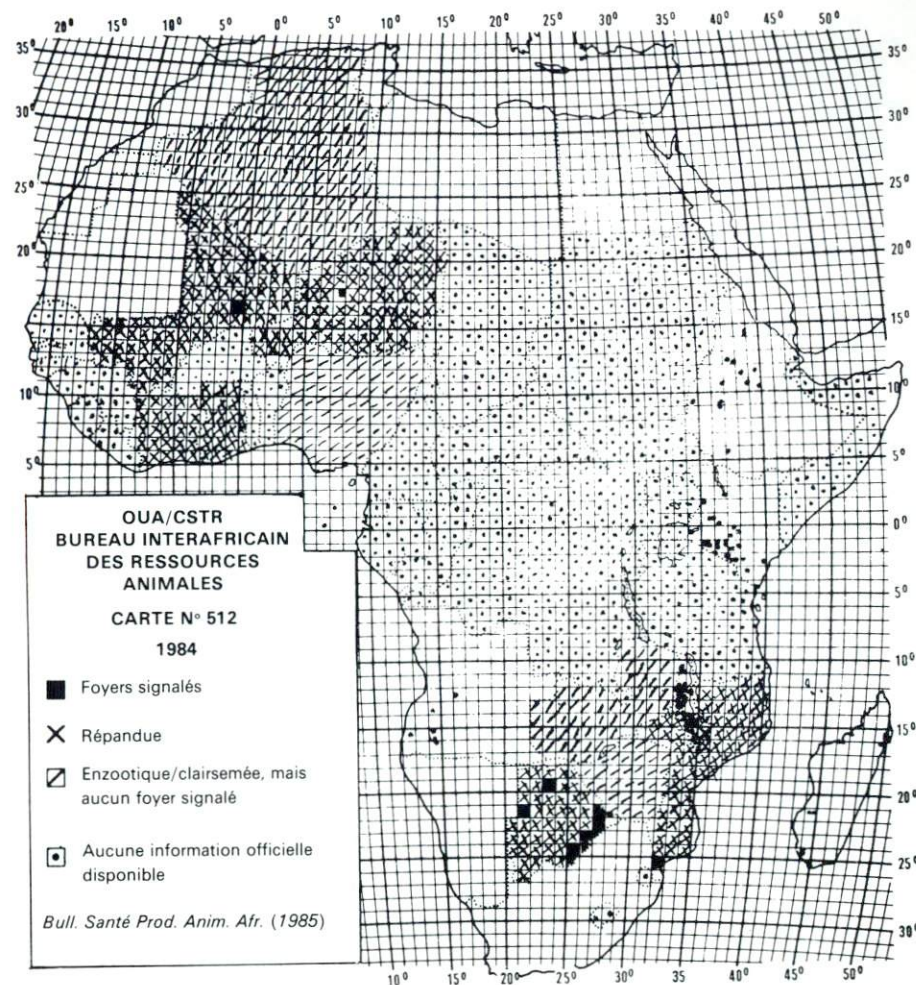
PUBLICATION

Cf. p. 34-35.

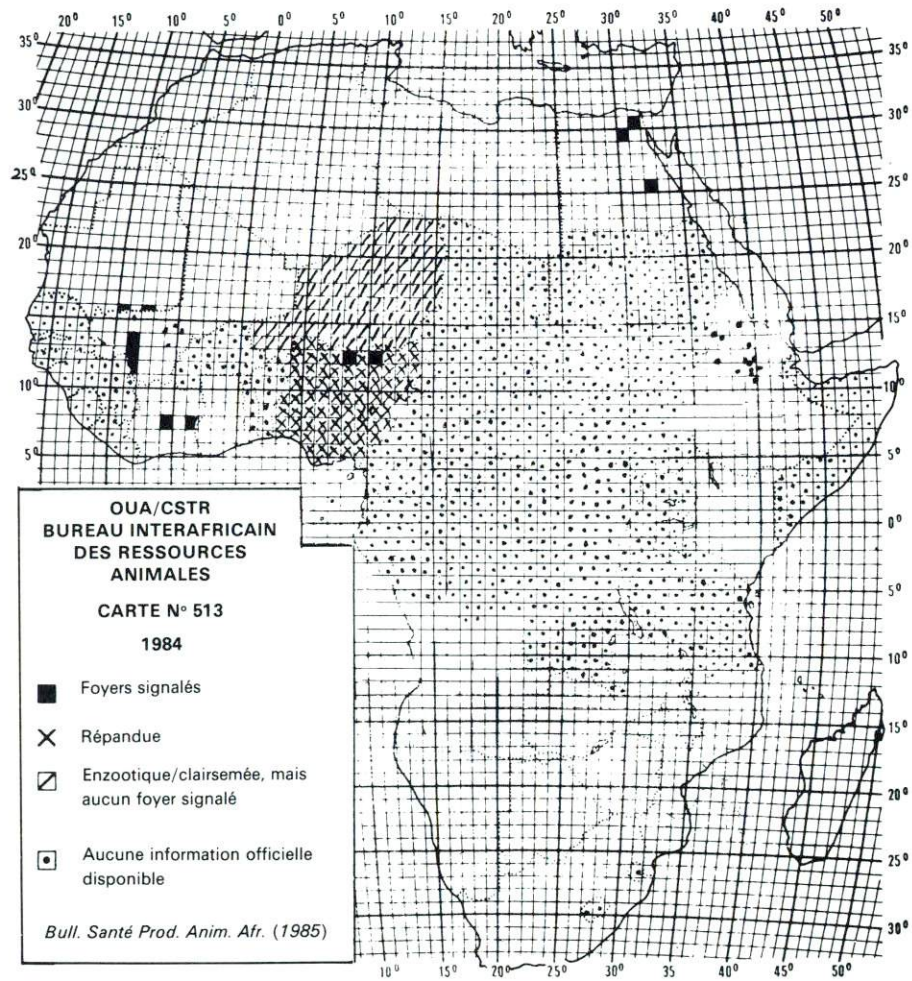
Répartition géographique de la Fièvre Aphteuse en Afrique



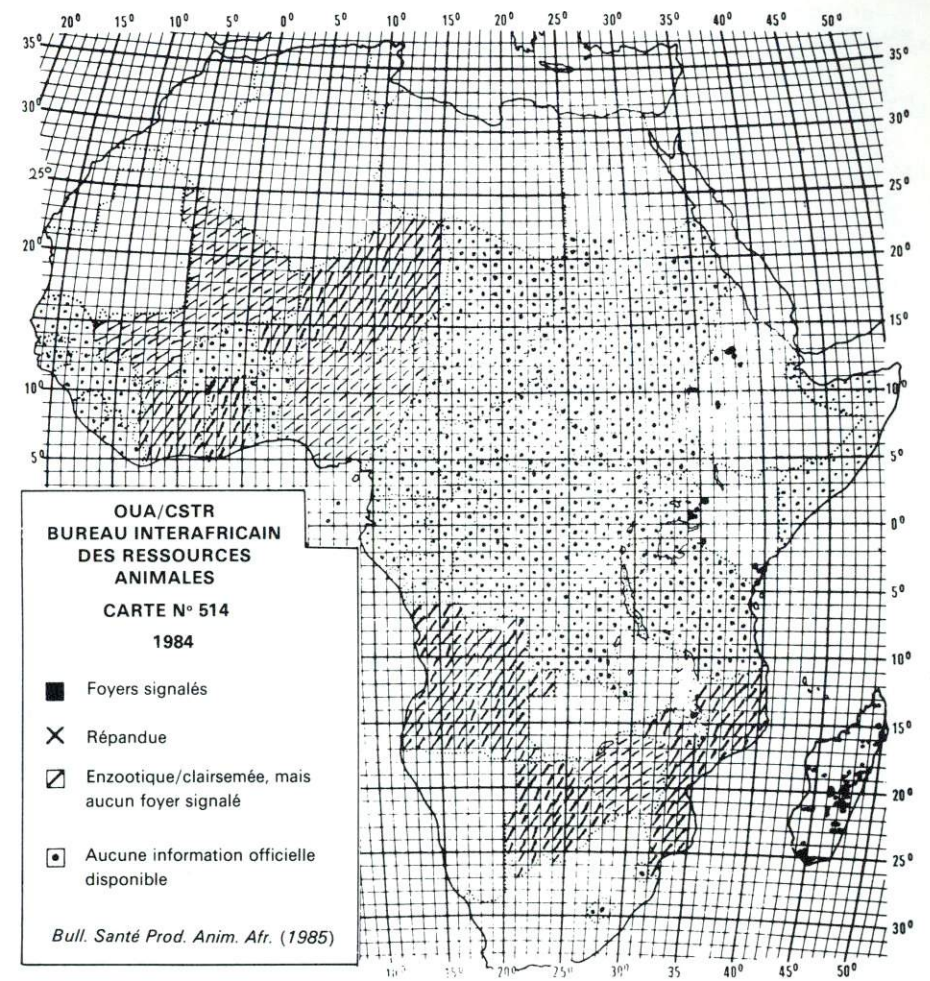
Répartition de la Rage en Afrique



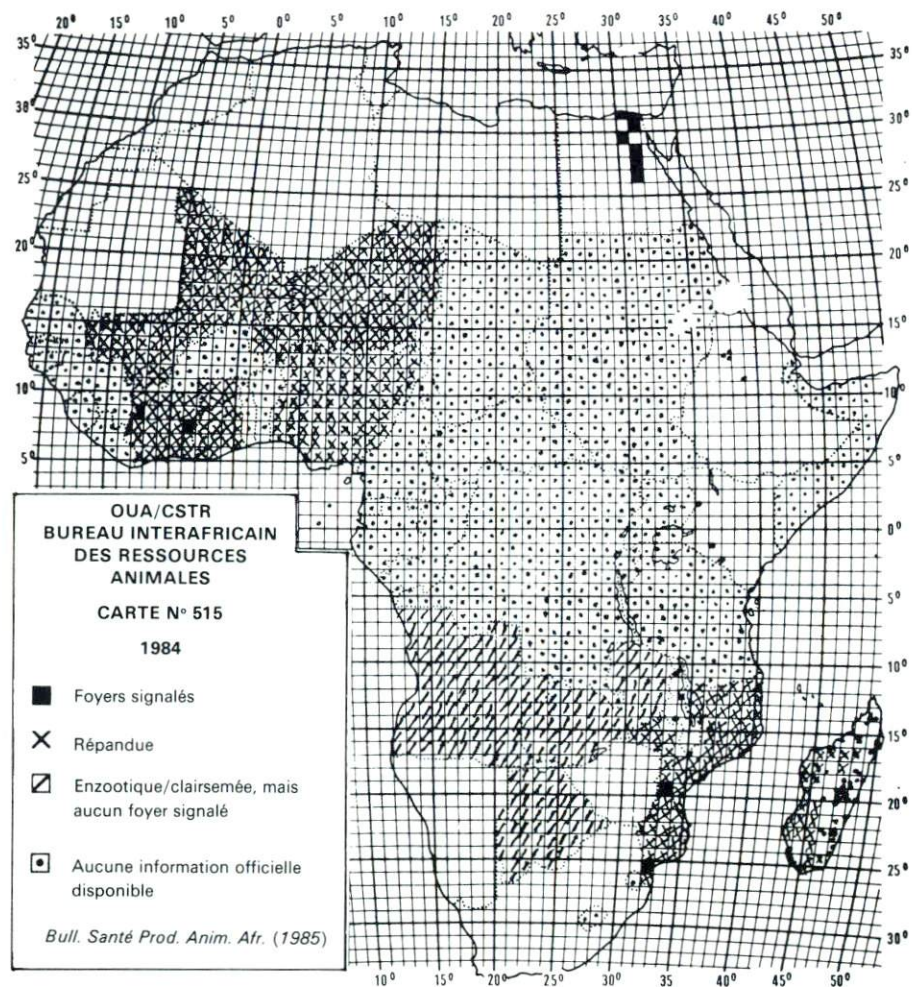
Répartition géographique de la Peste Bovine en Afrique



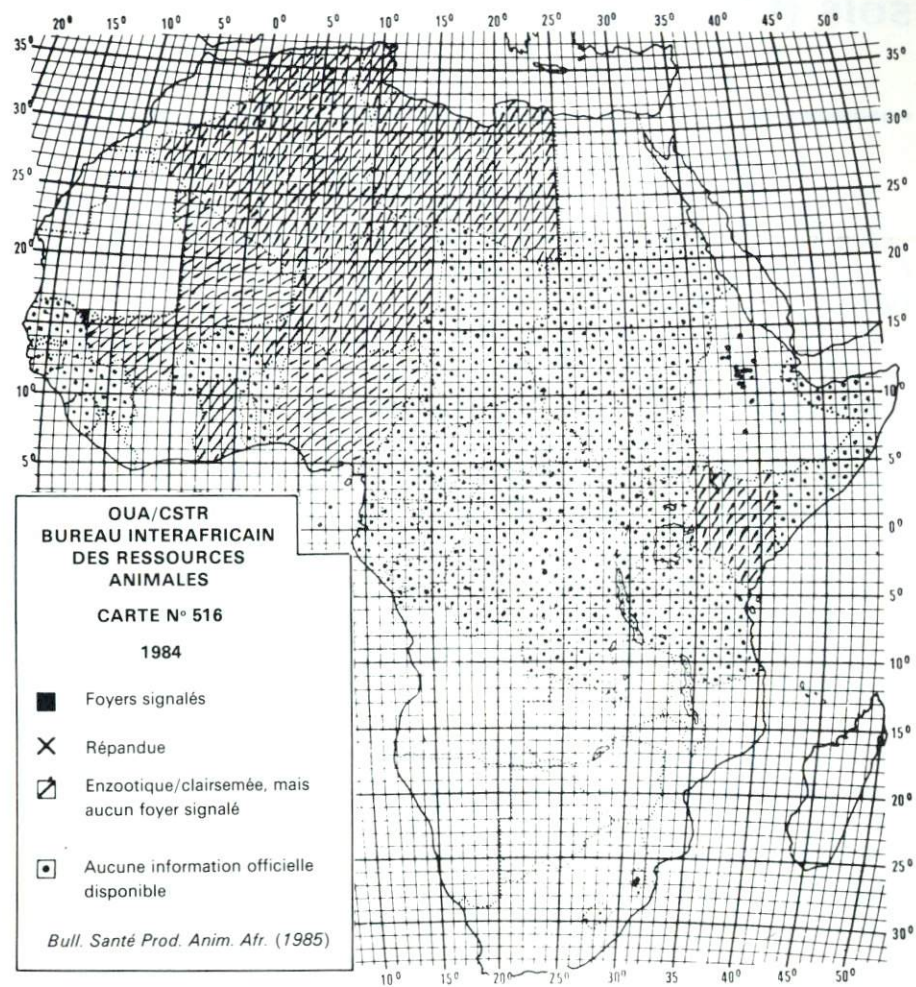
Répartition géographique de la Dermatose Nodulaire en Afrique



Répartition géographique de la Maladie de Newcastle en Afrique



Répartition de la Variole Ovine en Afrique



Activités du Bureau inter-africain des sols (OUA/CSTR/BIS)

ETABLISSEMENT D'UN CENTRE DES SOLS

En 1984, le BIS a travaillé à la convocation du deuxième Congrès Africain qui devait se tenir à Cotonou, République du Bénin.

La 36ème session du Conseil des Ministres qui s'est tenue en février 1984, a recommandé d'étudier les moyens de permettre aux petits exploitants et aux coopératives agricoles d'accroître la production alimentaire. Avant l'adoption de cette recommandation, le premier congrès africain des sols, tenu à Accra en 1980, avec la participation de: FAO, UNESCO, PNUD et IITA, avait fait le point de la situation des recherches sur les sols en Afrique. Cette réunion montra que la plupart des états membres étaient dépourvus de l'infrastructure nécessaire. C'est pourquoi, à la fin du congrès, un groupe d'experts a recommandé de créer un Centre Africain des Sols.

Objectif: l'objectif consiste à former des techniciens du sol au niveau intermédiaire, pour jouer le rôle de "chaines d'assemblage" entre les techniciens de niveau plus élevé et les paysans. Le projet recevra sa forme finale au cours du 2ème Congrès sur les Sols Africains qui doit se tenir sans tarder. (voir rapport publié par DSE/BMZ/GTZ d'Allemagne Occidentale, sur l'initiative de la CDA)

PUBLICATION

"Sols africains". Epuisée depuis 1977. Cette publication va être prochainement rééditée. Trois volumes sont prêts à être distribués. C'est la publication OUA/CSTR la plus demandée et ses lecteurs comprennent des techniciens du sol de tous les pays du monde.

Cf. p. 34-35.

Activités du Bureau OUA de Coordination — Guinée-Conakry

PROJET POUR LE DEVELOPPEMENT INTEGRE DES TERRAINS D'ALTITUDE DU FOUTA-DJALON EN GUINEE

Résumé: le programme du Fouta-Djalon, comportant un projet qui date de bien des années, a été réactivé en 1980/1981 par les résolutions du Conseil des Ministres de l'OUA. Le projet vise à développer les ressources naturelles et humaines du district du Fouta-Djalon et à conserver cette zone importante, qui comprend la zone du bassin d'attraction des principaux fleuves d'Afrique Occidentale. Le projet couvre le développement agricole, pastoral, sylvicole et hydrologique.

Relevé: la coopération de plusieurs organisations a été nécessaire pour l'établissement du relevé: FAO, UNESCO, UNSO, PNUD et PNUE.

Activités: les principales activités du projet comportent:

- Cartographie, interprétation photographique;
- Relevés des sols;
- Etudes d'hydrologie, de climatologie et de sédimentologie;
- Recherches sociologiques;
- Projets pilotes pour le développement aggro-sylvo-pastoral;
- Services de formation et d'encadrement.

La phase agricole de ce vaste projet a été déclenchée en 1984.

Agent d'exécution: La FAO est l'agent d'exécution de ce projet avec le PNUD, l'OMS et l'UNESCO en tant qu'agents associés.

Coordination: l'OUA est responsable de la coordination et un coordinateur a été désigné et a assumé ses fonctions.

Coût du projet: US\$ 1,9 millions

Organisations de financement: PNUD, UNESCO et OUA.

Emplacement du Siège: Conakry, Guinée.

Durée: 1ère phase, 3 ans.

Activités de coordination du Bureau de Ouagadougou en coopération avec le Bureau de l'OUA/CSTR de Lagos

SAFGRAD: Recherches et développement sur les céréales dans la zone semi-aride

Le bureau de coordination, Ouagadougou, Burkina Faso

Le projet de recherches et de développement de céréales en zones semi-arides (SAFGRAD), projet conjoint 31, a été déclenché en 1977, pour développer des variétés améliorées de 3 céréales et de 2 légumineuses, ainsi que pour introduire des façons culturales appropriées aux petits exploitants des zones semi-arides d'Afrique. Le projet est appliqué par des contacts avec: l'Institut International de Recherche sur les Cultures dans les Tropiques semi-arides (ICRISAT), pour le mil, le sorgho et l'arachide et l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA), pour le maïs et le niébé; et l'Université Purdue pour la Recherche sur les systèmes d'Exploitation, en collaboration avec les instituts de recherches des états membres du SAFGRAD.

Financement

Un financement multi-donateur est fourni par l'Agence des Etats-Unis établie pour le Développement International, l'USAID, le Fonds français d'Aide et de Coopération (FAC) et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), à Rome, qui est récemment devenu donateur. Les principales activités de recherche qui doivent être entreprises grâce au financement du FIDA portent sur l'amélioration de la recherche sur les systèmes d'exploitation dans les pays membres du SAFGRAD. Il a été convenu avec les donateurs qu'un comité de gestion du projet serait établi pour administrer les fonds.

Gestion

Le SAFGRAD est géré par un Comité consultatif (CC) qui fournit l'orientation générale et une surveillance des programmes; le Comité Consultatif Technique (TAC) examine les programmes de recherche et de formation et soumet les recommandations appropriées au CC; le Comité de Gestion du Projet (PMC) est responsable de l'élément recherche sur le système d'exploitation du SAFGRAD et finalement le Bureau de Coordination applique le programme SAFGRAD, tel qu'il est élaboré par TAC et CC.

Bien que CC et TAC doivent se réunir au moins une fois par an, les deux Comités n'ont réussi à convoquer qu'une ou deux réunions conjointes depuis 1977.

Il est donc nécessaire de réactiver d'urgence ces deux Comités si importants, pour assurer le bon fonctionnement du SAFGRAD.

Les systèmes administratifs et les accords inter-institutions sont fournis par la CSTR. Le projet a continué à servir 25 états membres pendant l'année à l'étude, pendant laquelle la participation active à ce projet de représentants au secrétariat OUA/CSTR a contribué à assurer la confiance des donateurs.

L'appui de l'OUA pour ce projet, le rôle de la CSTR pour surveiller l'Office International de Coordination, la présence d'un Coordinateur International et d'un Directeur de la Recherche, tous deux nommés par un groupe international de scientifiques, a apporté au projet la crédibilité.

COOPERATION

Recherche sur les systèmes d'exploitation

Les fonds du FIDA sont destinés à améliorer la recherche sur les systèmes d'exploitation dans les pays membres du SAFGRAD, sous la surveillance générale d'un Comité de Gestion, chargé de l'administration. Pour l'application aux systèmes d'exploitation, une équipe de trois consultants a été désignée conjointement par l'IITA, l'ICRISAT, le FIDA et l'OUA/CSTR, pour établir un projet couvrant les activités dans ce domaine dans les pays membres. Il est évident que le projet SAFGRAD acquiert un élan considérable, ainsi qu'une réputation internationale.

SAFGRAD — USAID

L'USAID a accordé un appui financier considérable au projet céréales. Un accord a été signé à Ouagadougou par l'Ambassadeur des Etats-Unis au nom de l'USAID et par le Secrétaire Exécutif au nom de l'OUA/CSTR. Dans le cadre de son évaluation du projet, une équipe USAID, chargée d'évaluer les réalités dans le cadre du projet SAFGRAD, a rendu visite au Secrétariat Exécutif à Lagos, avec le mandat d'évaluer l'efficacité du projet et de recommander dans quel sens le projet devrait se diriger, si le donateur, l'USAID, continue à le financer. Le résumé exécutif de l'équipe d'évaluation a paru satisfaisant et sa recommandation préconise la poursuite du projet.

SAFGRAD — IITA

L'Institut International d'Agriculture Tropicale à Ibadan, Nigéria, travaille en liaison étroite avec l'OUA/CSTR/SAFGRAD pour améliorer les variétés sélectionnées de maïs et de niébé à l'intention des tropiques semi-arides d'Afrique. L'IITA a tenu une réunion conjointe avec la Commission Economique Européenne (CEE), en invitant l'OUA/CSTR à participer aux projets effectués sous l'ombrelle du SAFGRAD. Les recommandations suivantes ont été formulées:

- Créer un rapport avec l'Institut du Sahel (INSAH) afin de renforcer les programmes nationaux;
- Développer les Programmes de Recherche sur les Systèmes d'Exploitation;
- Mettre en relief les Programmes de Recherche sur le Système d'Exploitation;
- Accélérer le programme de Responsables de la Production Accélérée des Cultures (ACPO) à davantage de pays.

SAFGRAD — ICRISAT Institut International de Recherche sur les Cultures des zones tropicales semi-arides (Inde)

Cet institut travaille en liaison avec le SAFGRAD et entreprend des programmes de recherche dans 8 pays Africains: Niger, Burkina Faso, Mali, Sénégal, Nigéria, Soudan, Kenya et Malawi. La collaboration avec le SAFGRAD vise à améliorer les variétés de sorgho, et de mil qui sont les principales cultures vivrières dans

la plupart des régions semi-arides d'Afrique au Sud du Sahara. A l'avenir, ICRISAT/SAFGRAD soulignera surtout le renforcement des essais régionaux à divers emplacements, afin que les variétés améliorées et les façons culturales puissent être adoptées par les programmes nationaux. L'Institut ICRISAT/SAFGRAD pour l'amélioration du mil et du sorgho a été officiellement installé à l'Institut de Recherche Agricole de l'Université Ahmadu Bello à Samaru, Nigéria.

SAFGRAD — Université Purdue (Etats-Unis)

L'Université Purdue, qui a des rapports de travail étroits avec le SAFGRAD, a créé un modèle de recherche sur le système d'exploitation au Burkina Faso.

RPAA — SAFGRAD

Le programme des Responsables de la Production Accélérée des Cultures (RPAA) fait partie du projet SAFGRAD et vise à promouvoir et à accroître la production animale parmi les états membres, en appliquant les conclusions de la recherche du SAFGRAD. Un responsable de ce système sert de lien principal entre la recherche et la vulgarisation dans les pays membres. Pour assurer un avantage maximum au pays hôte, le programme RPAA doit s'intégrer pleinement dans les programmes nationaux des états membres.

LISTE DE DIPLOMES AFRICAINS FORMES AU NIVEAU M.SC. ET PH.D. PAR LE SYSTEME USAID/SAFGRAD

<i>Nom</i>	<i>Diplôme</i>	<i>Pays</i>
Louis Mazhani	Ph.D.	Botswana
Lucas Gakale	Ph.D.	Botswana
Saidou Kaola	Ph.D.	Burkina Faso
Issa Kargougou	Ph.D.	Burkina Faso
Sansan Da	Ph.D.	Burkina Faso
Hema Idrissa	M.Sc.	Burkina Faso
Kimseyinga Sawadogo	Ph.D.	Burkina Faso

Paul-Francois Compaore	M.Sc.	Burkina Faso
Baya Toe	M.Sc.	Burkina Faso
Martin Fobasso	M.Sc.	Cameroun
Dandy Douhouaye Guebila	M.Sc.	Chad
Souleymane Conde	M.Sc.	Guinée
Bengaly Lenaud	M.Sc.	Guinée
Gilbert Sakou	Ph.D.	Guinée
Mody Sory Barry	M.Sc.	Guinée
Mory Diaby	M.Sc.	Guinée
Ekow Akyampong	Ph.D.	Ghana
Issaga Moriba Konate	M.Sc.	Mali
Lamine Traore	M.Sc.	Mali
Lassana Tigana	M.Sc.	Mali
Adama Coulipaly	B.Sc.	Mali
Brahima Camara	M.Sc.	Mali
Coulibaly N'tji	M.Sc.	Mali
Mamadou Fofana	M.Sc.	Sénégal
Mamadou Diop	M.Sc.	Sénégal
Mohamed Ahmed Barre	M.Sc.	Somalia
Komi Sewonou	M.Sc.	Togo
M'Po Batoussi	M.Sc.	Togo

PUBLICATIONS:

Bulletin d'Informations SAFGRAD.
Esquisse du Schéma Directeur SAFGRAD.
Résumé Exécutif du Schéma Directeur.
Planification à long terme pour le SAFGRAD.
Cf. p. 34-35.

Liste des Donateurs

SUBVENTIONS ET DONNS A L'OUA/CSTR et A SES BUREAUX

Outre le budget régulier qui provient de contributions des états membres, l'OUA/CSTR a reçu une assistance technique et des subventions de différents donateurs et d'organisations pour l'application de ses projets.

USAID (Agence des Etats-Unis pour le développement international)

L'USAID a été le principal donateur du Project SAFGRAD depuis sa création en 1977. Elle a financé le projet qui a acquis un élan dans les régions semi-arides d'Afrique. L'USAID a également soutenu l'ISNAR, pour la Formation à la Gestion Agricole des Directeurs Africains de la Recherche en Afrique Australe.

FIDA (Fonds international pour le développement agricole)

Le siège à Rome a fourni des subventions d'assistance technique pour l'élément recherche sur les systèmes d'exploitation du Projet SAFGRAD à Ouagadougou et pour la Formation à la Gestion Agricole en Afrique (AMTA).

Le SAFGRAD (Recherche et Développement sur les Cultures vivrières en Zones Semi-arides) est un projet appliqué dans 25 pays de la zone semi-aride d'Afrique, avec siège à Ouagadougou. Ces principaux objectifs consistent à améliorer trois cultures céréalières (mil, sorgho et maïs) et deux légumineuses (niébé et arachide).

CEE. Commission Economique Europeenne

Un Coordonnateur international a été pleinement appuyé et des consultants de la CEE ont été mis à la disposition du bureau OUA/CSTR/IBAR de Nairobi pour la campagne contre la peste bovine qui doit démarrer en 1986.

Gouvernement de France

Le Gouvernement français a fourni un expert technique en tant que responsable de la production accélérée du programme SAFGRAD au Togo. Le Gouvernement a également entrepris la traduction complète de la première pharmacopée africaine en français et appuyé la participation d'experts français au symposium sur les cancers associés aux virus en Afrique.

FAO

Le Projet Pan-Africain de Contrôle Biologique des Ravageurs du Manioc, qui doit commencer sans tarder, bénéficiera des services d'experts techniques pleinement appuyés par la FAO. Un appui considérable a également été fourni par la FAO pour la campagne contre la peste bovine, qui est coordonnée par le Bureau de l'IBAR. Le niveau de l'appui revêt une importance croissante.

Donations reçues pour appuyer des réunions OUA/CSTR

L'OMS, l'IARC, ainsi que l'Institut Pasteur Production, et le Gouvernement de la France et le PNUE ont fait des apports significatifs à la réunion de l'OUA/CSTR sur les cancers associés aux virus en Afrique, qui s'est tenue à Nairobi, Kenya du 24 au 29 avril 1984.

L'Agence Internationale pour la Recherche contre le Cancer (AIRC) de Lyon, a appuyé la participation de plusieurs experts à cette réunion, en fournissant des moyens d'action rédactionnels pour la publication des Actes et a organisé la publication des Actes par l'Oxford University Press à New-York. Le Gouvernement français, dans le cadre du Ministère de la Coopération, a appuyé la participation de trois experts venus de France. L'un de ces experts est un consultant de l'organisation de la réunion et corédacteur en chef des Actes. Le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE) a subventionné trois experts pour cette réunion. L'un des experts subventionnés par le PNUE est un lauréat du Prix Nobel.

L'Institut Pasteur Production (Marnes la Coquette) de France a appuyé la participation de plusieurs délégués, y compris des experts de l'Institut et également fait une donation pour faciliter l'organisation de la réunion.

L'Organisation Mondiale de la Santé (Région Afrique) a appuyé la participation de neuf experts africains et a également fait une donation en vue de l'organisation de la réunion.

L'OUA/CSTR exprime sa reconnaissance pour les contributions à la coopération de tous les donateurs ci-dessus désignés, qui a favorisé l'organisation d'une réunion couronnée de succès. Les Actes, comportant 770 pages, paraîtront d'ici février 1985. Des exemplaires peuvent être procurés par les Editeurs: OUP (Oxford University Press) New York, Bureau de l'OUA/CSTR à Lagos ou à l'IARC (OMS) à Lyon.

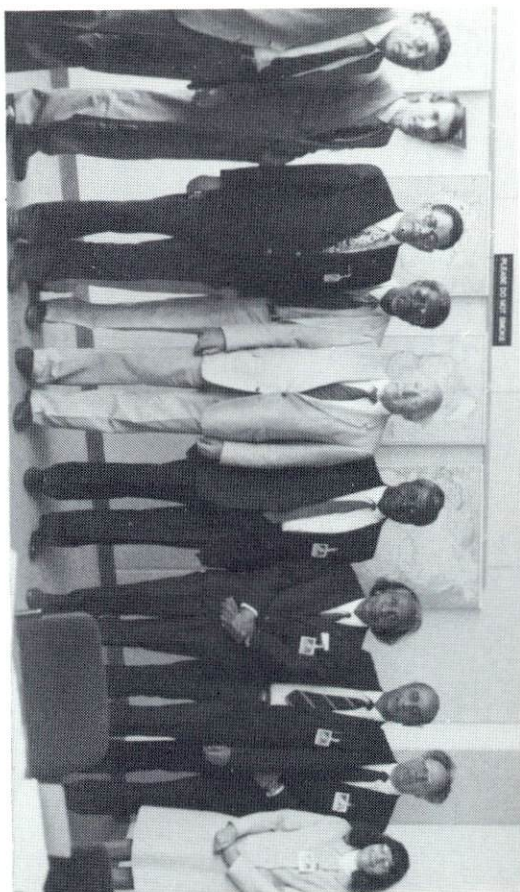
Photographies



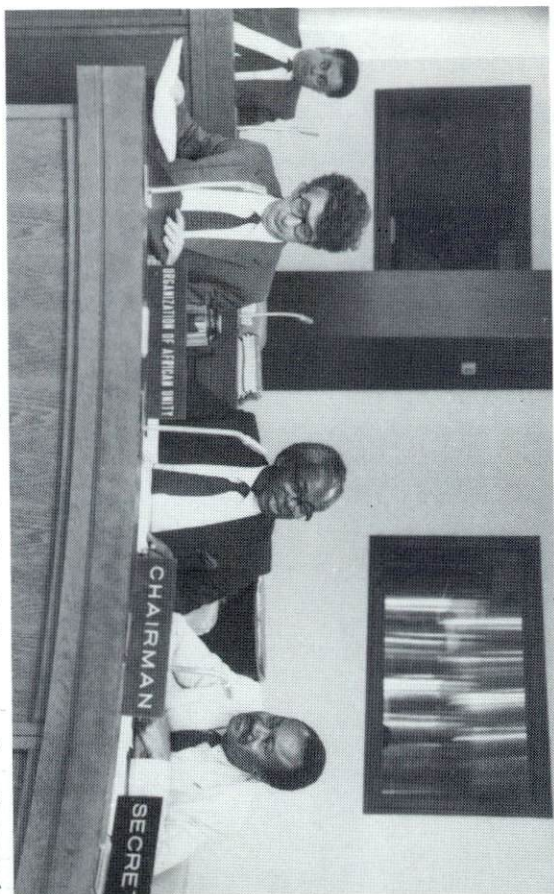
Le Secrétaire Exécutif de l'OUA/CSTR et l'Ambassadeur d'Egypte en Ethiopie s'entretiennent pendant le 40ème Conseil des Ministres à Addis Abéba.



Les étudiants post-universitaire, des Directeurs de Stations de Recherche Agricole et des Responsables Principaux de projets agricoles ont assisté à la formation de Gestion de la Recherche Agricole à Malanga, Swaziland. Ce cours de formation a été financé par l'USAID et par le Gouvernement du Royaume-Uni, tandis que l'ISNAR (La Haye) et le Centre de Gestion CSC au Swaziland ont fourni les experts.



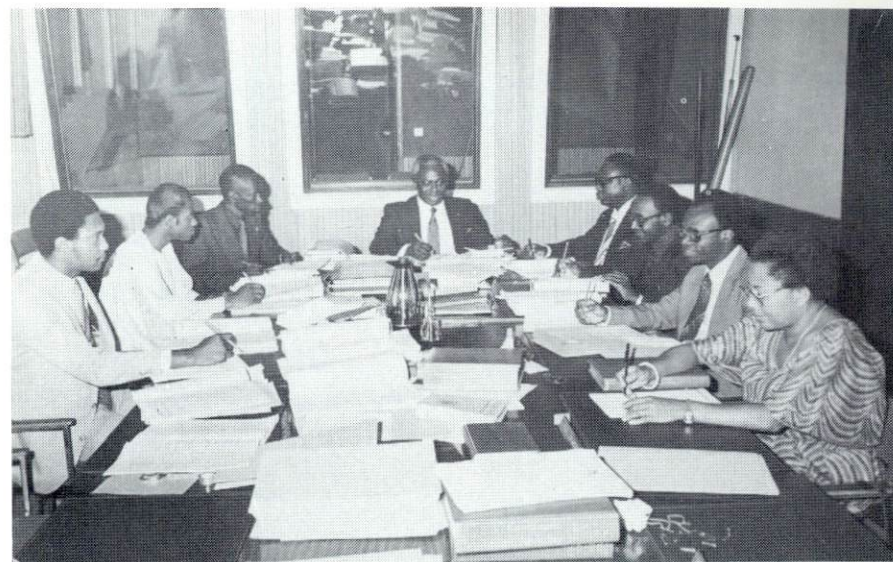
La Réunion Consultative Conjointe OUA/CSTR/UNIDO à Vienne sur l'Industrialisation des Plantes Médicinales. Les participants étaient venus des pays suivants: République Fédérale d'Allemagne, Inde, Madagascar, Suède, Nigéria, Egypte, Autriche et Sri Lanka.



Quelques participants à la réunion du Groupe des Organisations qui subventionnent le Projet de Contrôle Biologique Pan-Africain, tenue au FIDA, à Rome. A l'extrême droite, le Président, M. Moïse Mensah, Président Adjoint du FIDA.



Participants au Symposium sur les Cancers associés aux virus en Afrique, tenu à Nairobi, Kenya. Le quatrième depuis la droite est Baruch Blumberg, Prix Nobel; le cinquième depuis la gauche est M. Leaky, du Ministère des Affaires Etrangères du Kenya.



Membres du Comité Inter-Africain sur l'élaboration de la première Pharmacopée africaine, pendant une séance de travail, au Bureau Régional de l'OMS pour l'Afrique à Brazzaville, Congo. Pays d'où viennent les membres: Egypte, Angola, Mali, Sénégal, Tanzanie, République du Bénin, Nigéria et Togo.



Le Directeur Général de l'IBI, le Secrétaire Exécutif de l'OUA/CSTR et des fonctionnaires du Gouvernement du Sénégal à l'Atelier Régional sur l'Informatique à Dakar.



Photographie de groupe des participants à la réunion sur le Contrôle Biologique Pan-Africain à Ibadan, Nigéria. Deuxième depuis la droite, Mr. Mbiélé, Secrétaire Scientifique du Conseil Phytosanitaire Inter-Africain, OUA/CSTR/IAPSC à Yaoundé et quatrième depuis la gauche le Secrétaire Exécutif Adjoint de l'OUA/CSTR à Lagos, le Professeur C. A. Johnson. D'autres participants, y compris des représentants de 23 états membres de l'OUA et des représentants de la communauté donatrice internationale.



Au cours du premier Séminaire de politique générale au niveau le plus élevé, tenue au FIDA à Rome en Octobre 1985: de gauche à droite M. Aithnard, du Togo, Directeur du Centre de Formation de la Banque Africaine de Développement; M. Brown, des Etats-Unis d'Amérique, Vice-président du FIDA; M. Saigal, d'Inde, et M. Jazairy, d'Algérie, Président du FIDA, Rome. (Activities Report).



Le Président du FIDA et le Secrétaire Exécutif de l'OUA/CSTR, signent l'accord de donation d'Assistance technique pour le deuxième sous-programme de formation à la gestion agricole en Afrique (AMTA). (Activities Report).



Le Secrétaire Exécutif de l'OUA/CSTR, avec M. Brown, des E.U., Vice-président du FIDA, s'entretiennent de l'avenir de la formation à la gestion agricole en Afrique.

Visiteurs au Secrétariat Exécutif de l'OUA/CSTR à Lagos

Des discussions et échanges de vue fort utiles ont eu lieu sur les activités scientifiques et de recherche de l'OUA/CSTR entre le personnel du Bureau de Lagos et des personnalités distinguées:

1. Représentants du British Council et fonctionnaires du TETOC qui ont exprimé leur souhait de contribuer aux activités de l'OUA/CSTR en se mettant à la disposition des experts et consultants de l'OUA dans les domaines des projets relatifs à la recherche et à la formation.
2. M. CHAQUIS, de l'Ambassade de France à Lagos, discute d'apports possibles du Gouvernement français aux campagnes et à la promotion de sensibilisation parmi les petits cultivateurs d'Afrique, dans le but d'améliorer les méthodes de culture en appliquant les conclusions existantes de la recherche.
3. Le Premier Secrétaire de l'Ambassade d'Italie à Lagos, M. Giovanni Brauzzi, a présenté une note verbale au Secrétaire Exécutif au sujet de la contribution du Gouvernement Italien à la campagne contre la peste bovine, qui doit commencer sans tarder. La contribution s'élève à environ 5 millions de Naïra (6,2 millions de dollars).
4. Un représentant du Bureau de la FAO, Nations-Unies, à Accra, M. Sjostrom, a discuté la participation de la FAO aux projets OUA/CSTR relatifs au stockage des produits alimentaires en Afrique. Il était accompagné de M. Mbiélé, Secrétaire Scientifique du Bureau OUA/CSTR de Yaoundé.
5. Le Bureau de Lagos, en rapport avec les progrès effectués par l'application du Projet SAFGRAD Phase I et des actions à entreprendre ultérieurement pour le suivi du projet dans la Phase II.

6. Son Excellence M. ELDIN ABDIM, Ambassadeur de la République Arabe d'Égypte au Nigéria, a rendu visite au Secrétaire Exécutif.
7. Le Dr. HARTMANS, Directeur Général de l'IITA, le Dr. Eugène TERRY, Directeur de la Formation à l'IITA et M. SICELY, de la Banque Mondiale, ont examiné les plans envisagés pour la Campagne de Lutte contre les ravageurs du manioc (cochenille et monocychellus tanajeh, tétranique) dans les 33 pays membres affectés.
D'autres visiteurs qui ont visité le Secrétariat pour échanger des vues et discuter des contributions possibles de leur pays à l'OUA étaient les suivants:
8. L'Ambassadeur d'Australie auprès de la République Fédérale du Nigéria, M. A. R. Taylor.
9. L'Ambassadeur de Suède au Secrétariat Général du Nigéria, M. Elterndawl.
10. L'Ambassadeur du Vénézuéla auprès de la République Fédérale du Nigéria.
11. Le Haut Commissaire de Malaisie auprès de la République Fédérale du Nigéria.
12. L'Ambassadeur de Suisse auprès de la République Fédérale du Nigéria, le Dr. Ruegg.

ADRESSES DE TOUS LES BUREAUX OUA/CSTR

- Lagos:* OUA/CSTR, Secrétariat,
26/28 Marina,
N.P.A. Building 4ème Etage,
P.M.B. 2359,
Lagos,
NIGERIA.
Téléphone: 633430, 633289
Câble: TECOAUNG/TECNAFRICA
Télex: 22199 TECOAUNG
- Nairobi:* OUA/CSTR-IBAR, Secrétariat,
Bureau Interafricain des Ressources Animales,
P.O. Box 30786,
Nairobi,
KENYA.
Téléphone: 338544
Câble: IBAR Nairobi
Télex: 22893 Nairobi
- Yaoundé:* OUA/CSTR-IAPSC, Secrétariat,
Conseil Phytosanitaire Interafricain
B.P. 4170,
Nlongkak,
Yaoundé,
CAMEROUN.
Téléphone: 224754
Câble: Technafrique Yaoundé
Télex: 8460 KN TECOUARC

Bangui: OUA/CSTR-BIS, Secrétariat,
Bureau Interafricain des Sols,
P.O. Box 1352,
Bangui,
République Centrafricaine.
Téléphone: 610768
Câble: Technafrique BIS
Télex: 5217

Ouagadougou: OUA/CSTR-SAFGRAD,
Bureau de Coordination,
PC 31 Safgrad,
B.P. 1783,
Ouagadougou,
BURKINA FASO.
Téléphone: 33358 and 33227
Câble: OUA/CSTR-SAFGRAD
Télex: 5381 BK

Conakry: OUA/CSTR,
Bureau de Coordination,
Project pour le Développement des Terrains
d'Altitude du Fouta-Djalon,
B.P. 1386,
Conakry,
GUINEE.
Téléphone: 441395
Câble: OUA/CSTR Projet Fouta-Djalon
Télex: c/o of PNUD 2147 Conakry.

Forthcoming Publication



ORGANIZATION OF AFRICAN UNITY
SCIENTIFIC TECHNICAL AND
RESEARCH COMMISSION (STRC)
INTERAFRICAN PHYTOSANITARY
COUNCIL (IAPSC)

Scientific Secretariat



DISTRIBUTION MAPS OF MAJOR CROP PESTS AND DISEASES IN AFRICA

The distribution of 320 major fungal, bacterial and viral diseases and insect, mite, nematode and bird pests in Africa is mapped on separate sheets. The presence of the organism in a country is indicated by a spot on the map and information sources are listed on the back. The series is modelled on the CMI and CIE Distribution Maps of Plant Diseases and Pests. The information has been compiled by authorities on the various organisms and incorporates the latest nomenclature, with an extensive index of synonyms. A set of 62 phytosanitary regulations concerning the major crops and agricultural products is also included. The publication, which has been edited and prepared by specialists of the Commonwealth Agricultural Bureaux, is available in either English or French and is bound in a looseleaf cover similar to the CMI/CIE Distribution Maps, to enable updating and addition of supplementary material.

270 x 173 mm in looseleaf Postlock binders. 320 maps plus 62 Phytosanitary Regulations, Preface, Introduction and Index of Current Names and Synonyms. Available in English or French. ISBN 978 2453 005.

Publication date December 1985

PUBLISHED BY THE SCIENTIFIC
SECRETARIAT OF THE IAPSC
P. O. Box 4170
YAOUNDE (CAMEROON)
Tel. 222528
Telex. 8460 KN

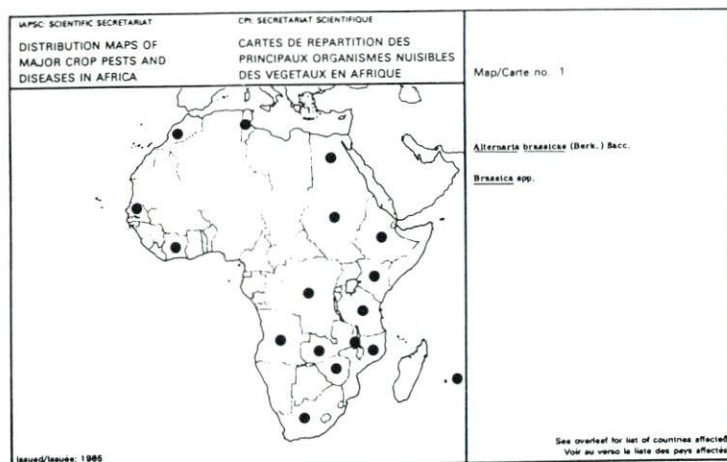
AVAILABLE FROM: STRC, PMB 2359, LAGOS;
IAPSC, PO BOX 4170, YAOUNDE;
OAU, ADDIS ABBABA

Enquiries from outside Africa should be addressed to Commonwealth
Agricultural Bureaux, Farnham House, Farnham Royal, Slough SL2 3BN, UK

Forthcoming Publication

DISTRIBUTION MAPS OF MAJOR CROP PESTS AND DISEASES IN AFRICA

SAMPLE MAP AND TEXT. (ENGLISH VERSION)



Map no. 1

Alternaria brassicae (Berk.) Sacc.

Macrosporium brassicae Berk. f.

Deuteromycotina: Myphomycetes

This disease is very widespread and occurs on *Brassica* spp. (cabbage, cauliflower, etc.) and other Cruciferae. For world distribution see CI Map 353 and for further information see CI Description 162. (*A. brassicicola* (Schwein.) Wils. with which *A. brassicae* may be confused is shown in CI Description 163.)

AFRICA

Angola	[39:555]
Egypt	[44:3287]
*Ethiopia	[49:3739]
Ivory Coast	[17:98]
*Kenya	[31:173]
*Malawi	[32:669]
Mauritius	[16:472; 47:1045]
Morocco	[17:507]
Mozambique	[29:89]
Senegal	[46:576]
*Sudan	[35:423]
*Tanzania	[Wallace & Wallace, 28:472]
Tunisia	[IAPSC]
Zaire	[IAPSC]
*Zambia	[Wiley, 36:3]
Zimbabwe	[Bopkina, 30:79]

*Indicates a record in the herbarium of the Commonwealth Mycological Institute.

PRINTED IN ENGLAND BY
STEPHEN AUSTIN AND SONS LTD, HERTFORD

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE



COMMISSION SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE
ET DE LA RECHERCHE
(OUA/CSTR)

**RAPPORT D'ACTIVITE
DE L'OUA/CSTR
1984-85**



PUBLIE PAR LE BUREAU REGIONAL DE L'OUA/CSTR

PMB 2359, LAGOS, NIGERIA

Rapports des Bureaux de l'OUA à Lagos, Nairobi, Yaoundé,
Bangui, Guinée-Conakry et Ouagadougou (Burkina Faso).

ISBN 978-2453-03-X

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository

<http://archives.au.int>

Department of Rural Economy and Agriculture (DREA)

African Union Specialized Technical Office on Research and Development

1985-06

RAPPORT D'ACTIVITE DE L'OUA/CSTR 1984-85

OAU/STRC

OAU/STRC

<https://archives.au.int/handle/123456789/9236>

Downloaded from African Union Common Repository